

Rapport d'activité du Conseil national du numérique 2017

À l'attention du Président de la République,
du Premier ministre, du Ministre de l'Économie et des Finances
et du Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Numérique



**conseil national
du numérique**

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2 0 1 7

À l'attention du **Président de la République**,
du **Premier ministre**, du **ministre de l'Économie et des Finances**
et du **secrétaire d'État auprès du Premier Ministre**
chargé du numérique

mars 2018

SOMMAIRE

<i>L'ANNÉE 2017 EN CHIFFRES</i>	4
<i>LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE</i>	6
<i>LE MANIFESTE DU CONSEIL NATIONAL DU NUMERIQUE</i>	8
<i>CROISSANCE CONNECTÉE</i>	12
<i>LIBRE CIRCULATION DES DONNÉES EN EUROPE</i>	16
<i>PRIVACY SHIELD : APPEL À RENÉGOCIER</i>	20
<i>CONFIANCE DANS LA VIE PUBLIQUE</i>	21
<i>CHIFFREMENT, PRÉDICTION ET LIBERTÉS</i>	24
<i>CONFIANCE À L'ÈRE DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES</i>	38
<i>AUTRES CONTRIBUTIONS</i>	33
<i>EUROPE & INTERNATIONAL</i>	38
<i>À PROPOS DU CONSEIL</i>	42
<i>RÉUNIONS, RENDEZ-VOUS & INTERVENTIONS</i>	53

L'année 2017 en chiffres

Analyser, conseiller et co-construire

Saisine sur la confiance à l'ère des plateformes numériques

1 plateforme de consultation
100 auditions menées en France et à l'international
et des ateliers avec des experts

Contributions à plusieurs missions

Mission France IA et mission Villani sur l'IA
Mission Tour des startups confiée au secrétaire
d'État auprès du Premier ministre,
chargé du Numérique

Saisine sur la transformation numérique des PME

7 recommandations en cours de mises en oeuvre
par la Direction générale des entreprises

**conseil national
du numérique**

Agir pour la transparence, expérimenter et représenter

Un nouveau site avec un espace contributif

pour la consultation citoyenne : cnnumerique.fr

Relations internationales :

Lancement des European Digital Squads
Participation à des événements internationaux



Alerter, débattre et anticiper

Prédiction, Chiffrement & Libertés :

Avis et vidéo explicative des enjeux

Libre circulation des données en Europe :

Avis et 2 fiches sur la localisation des données et la portabilité des données

Confiance pour la vie publique :

Avis avec et pour les citoyens et citoyennes d'une société numérique

Une lettre sur le fichier TES suite à l'avis de 2016

Un appel à renégocier le *Privacy Shield*

Membres, ressources humaines et budget

Un Secrétariat général

composé de 11 personnes et de 86 953 € de budget

30 membres experts et bénévoles nommés de façon paritaire par le Premier Ministre (Voir plus : [https://cnnumerique.fr/le-conseil/transparence.](https://cnnumerique.fr/le-conseil/transparence))

Temps forts

Février

Article médium
Vie Privée,
Design & Dilemmes
Impossibles

Avril

Publication de l'avis sur
la libre circulation
des données en Europe

Juillet

Remise de l'auto-saisine
sur la confiance dans la vie
publique, avec et pour les
citoyen-ne-s d'une société
numérique

Publication de deux fiches
complémentaires à l'avis
sur la libre circulation
des données (localisation
et portabilité)

Courrier adressé à
Gérard Collomb sur le
chiffrement et le fichier TES

Mars

Remise de la saisine sur la
transformation numérique
des PME au Gouvernement
Remise au Gouvernement
de la mission *FrancelA*

Mai

Publication du manifeste
du Conseil national du
numérique pour interpeller
le nouveau Gouvernement
sur l'urgence d'une politique
publique à la hauteur
de la transformation
numérique du pays

Septembre

Lancement de la mission Villani sur l'intelligence artificielle

Publication de l'avis *Prédiction, Chiffrement et Libertés*

Lancement des *European Digital Squads* à Tallinn

Communiqué pour appeler à renégocier le *Privacy Shield*

Novembre

Participation à un groupe de travail sur un livre blanc écologie et numérique

Octobre

Lancement de la consultation sur la confiance à l'ère des plateformes numériques

Lancement du *Tour des Startups*

Décembre

Point d'étape de la mission Villani et lancement d'une consultation publique sur le site Parlement et citoyens.

LE MANIFESTE DU CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE

8

Au moment de l'installation du nouveau Gouvernement en juin 2017, 70 personnalités du numérique — actuels et anciens membres du CNNum — ont signé un manifeste pour interpeller l'exécutif sur l'urgence d'une politique publique à la hauteur de la transformation numérique du pays.

Le Gouvernement va devoir prendre des décisions importantes, à la fois sur l'organisation de l'appareil d'État et sur les grandes orientations de la transformation numérique. Le CNNum, par sa composition, son rôle particulier dans le paysage institutionnel et sa capacité à mobiliser l'écosystème numérique, peut contribuer à la co-construction de ces orientations. Le manifeste est un appel du pied dans ce sens. Cette profession de foi est aussi l'occasion pour le Conseil d'affirmer sa volonté de renforcer son impact au niveau européen. Données, plateformes numériques, intelligence artificielle... tous ces sujets sont au cœur de la réflexion du CNNum. Il souhaite permettre un dialogue européen constructif sur les perspectives de la transformation numérique.

Le numérique est un ensemble de sciences et de technologies, d'acteurs et de pratiques qui transforment profondément la société contemporaine, son fonctionnement, ses valeurs et son économie. Le rôle des États s'en trouve largement interrogé. La création du Conseil national du numérique (CNNum) en 2011 a répondu au besoin de l'État de prendre la dimension de ces grandes transformations pour les traduire dans l'action publique.

Le CNNum a, dans un premier temps, analysé les grands sujets d'intérêt général. Il a expliqué les impacts économiques de la transition numérique et la nécessité de stimuler la création de valeur. Il a alerté sur la protection des droits et libertés des citoyens dans ce nouvel environnement. Il a défriché de grandes questions réglementaires (neutralité, fiscalité, portabilité, loyauté). Puis il a abordé des sujets essentiels de politique publique, citoyenneté numérique, éducation, santé, travail et emploi, transformation des PME. Il a, en particulier, été à l'initiative de la concertation en amont de la loi pour une République numérique. Ses travaux ont soutenu des valeurs liées au numérique : communs de la connaissance, innovation ascendante, solidarité et partage.

Aujourd'hui l'accélération de la transformation, est lourde de conséquences sociétales. Elle est aussi riche d'opportunités. Parmi les sujets au cœur de ses réflexions et de ses propositions à venir : la reconfiguration de l'économie par les plateformes, la coexistence entre l'intelligence des machines et l'intelligence humaine, la régulation des données, les inégalités sociales et territoriales, la démocratie ouverte dans un monde dangereux, la convergence entre transformation numérique et transition écologique. L'accompagnement de ces reconfigurations, la transformation de l'éducation et de la formation tout au long de la vie figurent également au nombre de ses préoccupations majeures.

Le Conseil national du numérique a su engager des débats contradictoires avec le Gouvernement dont il tire son existence. Dans la période qui s'ouvre, nous croyons qu'il est nécessaire d'élargir son périmètre d'intervention et d'enrichir ses modes d'action.

Le CNNum demeurera bien évidemment un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, au service d'une décision publique juste et anticipatrice.

Il souhaite renforcer son impact auprès de l'Europe, comme il l'a fait récemment à l'occasion de réflexions sur le chiffrage, sur le soutien à l'innovation et la libre circulation des données et auparavant lors des discussions sur le traité de libre-échange transatlantique. Il prendra notamment appui sur le socle des relations nouées avec son homologue allemand, afin de promouvoir un dialogue européen élargi sur les perspectives de la transformation numérique. Les moyens de soutenir la compétitivité des entreprises européennes et plus largement de contribuer à la construction du projet européen grâce au numérique, seront au cœur de ces discussions.

Depuis son origine il nourrit sa réflexion en s'appuyant sur de larges concertations. Il désire aller plus loin et contribuer à la co-construction de l'action publique avec ses concitoyens en offrant une nouvelle place d'échange direct, lieu d'information sur la transition numérique et de contribution à l'élaboration des politiques publiques numériques. Dans ce nouvel espace dédié à l'intelligence collective, il sollicitera les élus, les entreprises, les collectifs d'initiatives citoyennes, les chercheurs et l'ensemble du public, au service d'une co-construction de la société numérique.

Le CNNum, conscient de sa responsabilité de traducteur, de vigie et d'éclaireur, réaffirme son engagement à œuvrer à un futur positif où les acteurs variés des mondes numériques jouent leur rôle et assument leurs responsabilités. L'ensemble des membres poursuivra ses travaux en s'appuyant sur les principes constitutifs du Conseil : son indépendance, sa culture du collectif, son esprit d'inclusion, son exigence scientifique, son cadre de pensée large, sa volonté d'anticipation et sa confiance dans l'avenir.

Retrouvez l'intégralité du manifeste sur :

https://cnnumerique.fr/files/uploads/2017/10/Manifeste_CNNum_2017.pdf

LE CNUM : TRADUCTEUR, VIGIE & ÉCLAIREUR DES TRANSFORMATIONS NUMÉRIQUES

***RAPPORT
D'ACTIVITÉ***

2017

***CROISSANCE
CONNECTÉE***

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES PME

Alors que les PME constituent le tissu économique de notre pays, elles sont restées bien trop éloignées des opportunités qu'offre le numérique. Nous avons alerté depuis le début de nos travaux sur le retard pris en particulier sur la question de la présence et de la vente en ligne. Nous avons ensuite décidé de ne pas faire des propositions en cercle fermé au sein du Conseil, mais nous avons impliqué toutes les parties prenantes pour concevoir ensemble des recommandations opérationnelles.

Guy Mamou-Mani - Vice-président du CNNum

13



AMAL TALEB



GUY MAMOU-MANI



VÉRONIQUE TORNER



EMMANUELLE ROUX



PATRICIA LANGRAND

PRÉSENTATION

À la suite d'une saisine par quatre ministres de mars 2016 (le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, le Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'économie sociale et solidaire, et la Secrétaire d'État chargée du numérique et de l'innovation), le Conseil national du numérique a remis au Gouvernement ses recommandations pour la transformation numérique des PME le 12 avril 2017. Cet avis propose un plan d'action opérationnel visant à favoriser la transformation de toutes les entreprises, en les mettant en réseau dans une démarche multi-partite et dynamique.

Lors de la remise, le ministre a annoncé la modernisation du programme "Transition numérique", lancé en 2012. En plus d'une équipe de pilotage renforcée, le programme se dotera d'une plateforme de ressources facilement mobilisables par les conseillers des entreprises et les entreprises elles-mêmes, associera de nouveaux acteurs locaux et intégrera des actions pilotes en coopération étroite avec les régions, notamment sur la généralisation de chèques numériques pour les entreprises. Le CNNum poursuit ainsi le dialogue avec la DGE afin de faciliter la mise en oeuvre de ses recommandation

LES 7 RECOMMANDATIONS

Le Conseil avait présenté 7 recommandations :

- >> Fédérer les acteurs autour d'une marque forte
- >> Créer un réseau d'accompagnement : les connecteurs du numérique
- >> Mettre en place une plateforme de ressources personnalisée
- >> Mettre en place un dispositif spécifique d'accompagnement pour l'e-internationalisation
- >> Développer une aide financière régionale à destination des petites entreprises
- >> Former les dirigeants et les collaborateurs chargés de porter la stratégie numérique de leur PME
- >> Expérimenter un statut de PME digitale pour soutenir l'évolution des compétences



INTERVENTIONS

Présentation du rapport du CNNum sur la « Transformation numérique des TPE et PME » lors de la réunion du Conseil territorial du numérique en Val de Garonne : intervention de Romain Delassus le 17 février

Présentation du rapport sur la transformation numérique des PME au « café économique de Bercy » : intervention de Guy Mamou-Mani le 10 mars

Journée de remise au Gouvernement : animation par Guy Mamou-Mani, Sophie Pène, Amal Taleb et Emmanuelle Roux le 12 avril

G20 Strategy & Management Summit : intervention de Guy Mamou-Mani le 31 mai

DDES interv / CCI DRÔME : animation d'une conférence sur la transition numérique en entreprise « DRÔME DIGITAL DAY » : intervention d'Anne-Charlotte Cornut le 31 mai

Mon entreprise numérique "En route vers la transformation numérique des PME !" : intervention de Guy Mamou-Mani le 22 juin

Conférence organisée par les Echos : "Industrie du futur : la révolution industrielle en marche" à l'Aéro Club de France : intervention de Guy Mamou-Mani le 28 juin

EDF Le mag PME : "La transition numérique est une opportunité à saisir" : intervention de Guy Mamou-Mani en septembre

CRCC Colmar, Conférences Transition numérique, intervention d'Amal Taleb le 8 septembre

Cap digital : Colloque sur transformation numérique dans les entreprises : Le secteur de la production: Comment le numérique impacte-t-il la manière de produire ? Quels sont les défis à relever ? Qu'est-ce qu'une PME 4.0 ? : intervention de Véronique Torner le 3 octobre

PRESSE

Interview d'Amal Taleb et Guy Mamou Mani pour Le parisien, Un plan d'action pour combler le retard numérique des PME le 8 mars

Interview devant BFM Business "Comment les PME arriveront-elles à se lancer dans la digitalisation ?" : intervention de Guy Mamou-Mani le 8 mars

Interview devant BFM Business "PME et ETI: Il y a urgence pour leur transformation digitale" : intervention de Guy Mamou-Mani le 06 mai

***LIBRE
CIRCULATION
DES DONNÉES
EN EUROPE***

AVIS DU CONSEIL SUR LA LIBRE CIRCULATION DES DONNÉES

L'objectif de l'Union européenne devrait être de permettre la dissémination des capacités d'innovation dans le marché unique en encourageant la « coopération » entre les différents acteurs. L'heure est donc venue de croiser nos regards pour co-construire une politique cohérente et ambitieuse de la donnée propre à l'Union européenne. C'est bien en ce sens que devront être menés les futurs travaux des autorités européennes pour partager nos visions d'une économie digitale européenne.

Célia Zolynski - pilote du groupe de travail



17

TRAVAUX

Avis sur la libre circulation des données en Europe - avril 2017

Fiche sur la levée des obligations de localisation des données - juillet 2017

Fiche sur la consécration d'un droit à la portabilité des données non personnelles - juillet 2017

Communiqué de presse d'autosaisine pour publication de l'avis dans le cadre de la consultation de la commission - mars 2017

Communiqué de presse publication des fiches complémentaires à l'avis - juillet 2017

La Commission européenne avait annoncé en janvier 2017 vouloir lancer plusieurs initiatives “pour créer une économie européenne fondée sur les données” dans le cadre de sa stratégie pour le marché unique du numérique. Saisi de sa propre initiative, le Conseil souscrit au lancement d'une initiative européenne pour favoriser la circulation des données en Europe mais il considère que les barrières à cette circulation se situent moins au niveau des frontières nationales qu'au niveau des stratégies de lock-in et de rétention de données entre acteurs économiques. L'action de la Commission européenne devra poursuivre en priorité l'objectif de faire émerger un environnement de la donnée ouvert, favorable à la concurrence et à la diffusion des capacités d'innovation.

En juillet 2017, le Conseil a complété son avis sur la libre circulation des données en publiant deux fiches sur la levée des obligations de localisation des données et sur la consécration d'un droit à la portabilité des données non personnelles.

Les messages du CNNum ont été présentés dans différents contextes, notamment dans le cadre des débats structurés entre États membre mais aussi devant le Parlement européen. Par ailleurs, sa position a été reprise par la représentation française et par l'homologue allemand du Conseil, le BJDW.

ÉCARTER LA PROPRIÉTÉ DES DONNÉES POUR FAVORISER LE PARTAGE ET L'ACCÈS

RECOMMANDATIONS DE L'AVIS

Penser les situations dans lesquelles la valeur et la constitution de nouveaux usages supposent un partage de la donnée :

- >> Création d'un droit à la portabilité des données non personnelles, afin de permettre à tout individu et à toute entreprise de récupérer les données générées par son utilisation d'un service et de les transférer facilement auprès d'un autre prestataire.
- >> Identification de situations où les données peuvent être considérées comme des infrastructures.
- >> Révision de la directive 96/9 sur les bases de données dans le sens d'un équilibre plus favorable à la circulation des données et à l'accès aux données de certains publics.
- >> Incitation à la mise en commun volontaire de données, qui peut être essentielle à la réalisation de grands projets européens et au développement de la compétitivité des entreprises européennes.

Fiche sur la levée des obligations de localisation des données

- >> Les frontières ne sont pas les principales barrières au développement de l'économie européenne de la donnée.
- >> La fragmentation géographique du marché de la donnée n'est que marginalement causée par les obligations légales de localisation.
- >> L'accès des autorités aux données doit être préservé.
- >> Des standards de sécurité élevés doivent être collectivement définis.
- >> Les contours de l'harmonisation des conditions de localisation demeurent à préciser.

Fiche sur la consécration d'un droit à la portabilité des données non personnelles

- >> Préciser les objectifs d'un droit à la portabilité des données non personnelles : favoriser la concurrence entre services numériques et la maîtrise de leurs données par les entreprises.
- >> Préciser les contours du droit à la portabilité, notamment : le titulaire du droit, le distinguo droit à la portabilité des données non-personnelles / droit à la propriété sur la donnée, les données concernées, l'articulation avec les autres portabilités des données, les modalités techniques de mise en oeuvre et le champ d'application.

INTERVENTIONS

3rd Structured Dialogue with Member States on the Free Flow of Data in Europe : interventions de Célia Zolynski le 4 mai à Bruxelles

Digital Assembly - "Towards an EU framework for free flow of data and data portability" : interventions de Célia Zolynski le 16 juin à Valleta

Panel "Data economy" de la Commission ITRE du Parlement européen : interventions de Célia Zolynski le 20 juin à Bruxelles

Confrontations Europe - "Free Flow of Data: striking the right balance between data-based innovation, privacy & security" : intervention de Célia Zolynski le 13 septembre à Bruxelles

Atelier de la Commission européenne sur l'accès aux données dans l'intérêt public : intervention de Judith Herzog et François Levin le 26 juin à Bruxelles

OECD Expert Workshop on "Enhanced Access to Data: Reconciling the Risks and Benefits" : intervention de Jan Krewer le 3 octobre 2017 à Copenhague

PRESSE

Célia Zolynski, "Pour une politique européenne ambitieuse de la data", Revue Confrontations-Europe-n°-119, octobre 2017

Official 2017 Outcome of the UN IGF Dynamic Coalition on Platform Responsibility (DCPR, Luca Belli, Nicolo Zingales), Platform regulations: how platforms are regulated and how they regulate us, contribution de Célia Zolynski "What Legal Framework for Data Ownership and Access?"

PRIVACY SHIELD : APPEL A RENÉGOCIER

Dans son avis sur la libre circulation des données, le Conseil a indiqué que la reconnaissance d'un principe de circulation des données au niveau européen pourrait constituer un argument pour le consacrer dans les accords de libre-échange à venir.

Dans un communiqué publié le 19 septembre, le CNNum s'est associé aux vives inquiétudes déjà exprimées par le G29, la délégation de la commission des libertés civiles du Parlement européen et un grand nombre d'associations de défense des droits : le « Privacy Shield » présente un trop grand nombre de zones d'ombre et ne donne pas suffisamment de garanties à la protection des données personnelles des Européens.

Conformément à l'engagement du candidat Emmanuel Macron, cet accord doit être renégocié pour organiser une circulation des données sécurisée, respectueuse de nos droits et libertés et favorable aux entreprises. L'économie européenne a besoin d'avoir un cadre équitable et stable, et non pas d'un accord faible, susceptible d'annulation sur les mêmes fondements que son prédécesseur. Une telle mesure serait préjudiciable, tant pour les citoyens que pour les entreprises françaises et européennes, qui ont besoin de sécurité juridique.

***CONFIANCE
DANS LA VIE
PUBLIQUE***

CONFIANCE DANS LA VIE PUBLIQUE

“ *Si l'exigence de transparence n'a jamais été aussi forte, elle ne doit pas faire oublier sa finalité, renforcer notre vie démocratique par la capacitation des citoyens et de leurs représentants.* ”

*Sophie Pène, Vice-présidente
et pilote du groupe de travail*



À l'occasion de l'examen par le Parlement des projets de loi rétablissant la confiance dans l'action publique, le Conseil national du numérique a publié le 12 juillet 2017, un avis présentant sa vision de la confiance dans une démocratie numérique, ainsi que ses recommandations. Ces recommandations ont alimenté les discussions parlementaires sur les projets de loi et le chantier de réforme de l'Assemblée nationale.

Les projets de loi sur la confiance dans la vie publique ont tendance à restreindre la portée politique de la transparence au seul contrôle des comportements individuels des élu-e-s, quitte à valider le sentiment de défiance généralisée des citoyen-ne-s. Si la confiance dans la vie publique repose sur une moralisation des attitudes individuelles, elle se fonde aussi sur notre capacité collective à mieux impliquer les citoyen-ne-s dans l'action publique. Le numérique peut et doit faciliter ce rapprochement, c'est tout l'objet des 9 recommandations formulées par le Conseil.

RECOMMANDATIONS

POUR LA TRANSPARENCE AU SERVICE DE L'ENGAGEMENT DES CITOYEN-NE-S

- >> Publier en open data les comptes de campagne des candidats et l'utilisation de l'indemnité représentative des frais de mandat (IRFM) par les parlementaires ;
- >> Créer la plateforme publique de financement participatif de la vie politique pour faciliter la levée de micro-dons en période électorale ;
- >> Transformer les réserves parlementaires en 577 appels participatifs en circonscription ;
- >> Publier en ligne toutes les contributions écrites contribuant à l'écriture et à l'examen de la loi, ainsi que les rendez-vous avec les représentant-e-s d'intérêt.

POUR FACILITER ET AMÉLIORER LE TRAVAIL DES ÉLU-E-S

- >> Créer le "LégaLab", un service parlementaire de la donnée ouvert à tous pour multiplier les usages autour des données publiques parlementaires et soutenir les parlementaires dans leur travail d'instruction ;
- >> Réduire la fracture numérique partout, y compris au Parlement, grâce à des outils numériques efficaces et par une politique active de formation des élu-e-s, de leurs collaborateur-riche-s et des administrateur-riche-s.

POUR UNE PLUS GRANDE OUVERTURE AUX CONTRIBUTIONS CITOYENNES

- >> Faire des contributions citoyennes sur les projets de loi un principe, en donnant au Gouvernement la responsabilité de justifier les exceptions ;
- >> Ouvrir les auditions des commissions parlementaires aux contributeurs citoyens reconnus comme les plus compétents et/ou actifs, selon des critères à définir (notamment la popularité, l'autorité, la réputation) ;
- >> Permettre à des communautés, dans un cadre défini par le Parlement, de déposer des amendements citoyens et d'être assistées par un administrateur pour arriver à la bonne expression formelle.

DOCUMENTS

Avis du CNNum, la confiance dans la vie publique, avec et pour les citoyen-ne-s d'une société numérique - juillet 2017
Communiqué de presse autosaisine
Communiqué de Presse remise de l'avis

ÉVÉNEMENTS

Contribution à la consultation "Réformer l'Assemblée Nationale" - novembre 2017
Présentation des travaux au laboratoire d'innovation politique LREM - novembre 2017
Intervention au forum Planète numérique "Civic tech : une démocratie numérique" (septembre 2017)

***CHIFFREMENT
PRÉDICTION
& LIBERTÉS***

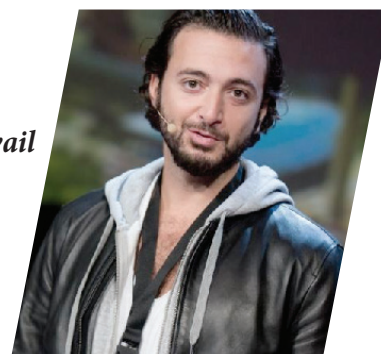
LE CHIFFREMENT DES DONNÉES

“

Le chiffrement est absolument nécessaire pour garantir la confiance dans le monde numérique. C'est nécessaire pour que les États conservent leur souveraineté. C'est nécessaire pour que les entreprises puissent se protéger de l'espionnage industriel. Mais c'est surtout nécessaire pour que les citoyens puissent vivre dans un monde sans avoir peur que leurs conversations soient interceptées, que leurs transactions ne soient pas sécurisées ou que des pirates informatiques dérobent leurs contenus. Le chiffrement est la clef de ce délicat équilibre entre liberté et sécurité.

25

Rand Hindi - pilote du groupe de travail



Le Conseil s'était saisi de la question du chiffrement à l'été 2016. Cette autosaisine faisait suite aux annonces conjointes de Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur, et de son homologue allemand Thomas de Maizière, visant à « armer nos démocraties sur la question du chiffrement ».

Près d'un an plus tard et dans une situation sécuritaire toujours critique, le chiffrement reste au cœur de la tension entre protections des données personnelles, innovation technologique et surveillance. Dans une déclaration commune avec la Première ministre britannique Theresa May, le président de la République Emmanuel Macron s'est une nouvelle fois prononcé en faveur d'un meilleur accès aux contenus chiffrés, « dans des conditions qui préservent la confidentialité des correspondances, afin que [les] messageries ne puissent pas être l'outil des terroristes ou des criminels ». L'Union européenne doit examiner l'opportunité d'une législation sur le sujet à l'automne.

À l'occasion de l'examen, par la nouvelle Assemblée, d'un nouveau projet de loi antiterroriste, le Conseil a explicité dans cet avis sa position sur le chiffrement et élargi sa réflexion à la protection des droits et libertés sur Internet, face à une trajectoire sécuritaire qu'il juge préoccupante.

Une lettre a également été envoyée au Ministre de l'intérieur Gérard Collomb afin de proposer une collaboration utile sur la question du délicat équilibre entre libertés et sécurité notamment sur la question du chiffrement et du fichier TES sur lequel le Conseil avait rendu un avis en 2016.

DOCUMENTS

Article médium Vie Privée, Design & Dilemmes Impossibles
- février 2017

Courrier adressé à Gérard Collomb - juillet 2017

[Avis Prédiction, chiffrement & Libertés - septembre 2017](#)

Vidéo explicative sur le chiffrement par Rand Hindi - septembre 2017

METHODOLOGIE

L'avis de septembre a également été l'occasion d'un cycle d'auditions. Le Conseil a opté pour des contenus pédagogiques à travers des articles sur le chiffrement publié sur Medium et une vidéo explicative Pourquoi est-ce que le chiffrement est important ? présentée par Rand Hindi.

RECOMMANDATIONS

Tout projet législatif et réglementaire qui emporte des conséquences importantes sur les libertés doit faire l'objet d'une vaste consultation préalable ;

Le principe de l'intervention d'une autorité judiciaire doit être réaffirmé chaque fois qu'est mise en cause une liberté ;

Les pouvoirs publics doivent refuser la logique du soupçon, qui ouvre la porte à l'arbitraire, dans la mise en œuvre des politiques sécuritaires sur Internet ;

Le chiffrement est un outil vital pour la sécurité en ligne ; en conséquence il doit être diffusé massivement auprès des citoyens, des acteurs économiques et des administrations ;

Le chiffrement – et les libertés fondamentales dont il permet l'exercice – constitue un rempart contre l'arbitraire des États. Il nous protège aussi contre le contrôle croissant des acteurs économiques sur nos vies ;

Le chiffrement ne constitue pas un obstacle insurmontable pour les enquêtes. Il est possible de le contourner dans le cadre d'une surveillance ciblée. À ce titre, il est surtout un rempart contre la surveillance de masse ;

Plus généralement, compte-tenu de l'augmentation des pouvoirs des services de renseignement et des incidences importantes sur la vie des citoyens, le Conseil s'interroge sur la nécessité d'établir un droit au recours effectif et, au-delà un droit à l'explicabilité des algorithmes de prédiction. Il se questionne également sur l'opportunité de renforcer les incriminations pénales relatives aux atteintes aux données personnelles sur le fondement de la vie privée.

*CONFIANCE À L'ÈRE
DES PLATEFORMES
NUMÉRIQUES*

LA LOYAUTÉ DES PLATEFORMES



Les plateformes jouent un rôle important dans notre société et notre économie européennes. Elles innovent et développent en permanence des services qui sont au centre de nos expériences quotidiennes d'Internet. Elles sont à la proue de grandes recherches qui vont façonner notre avenir. Mais avec de grandes missions, viennent de grandes responsabilités. Il nous semble essentiel que les plateformes respectent les règles comme tout le monde. Notre objectif n'est bien sûr pas de brider l'innovation avec de nouvelles règles inutilement contraignantes. Mais au contraire, d'œuvrer pour la création d'un marché numérique européen juste, compétitif et respectueux des droits fondamentaux de nos citoyens.

Marc Tessier - pilote du groupe de travail



LA SAISINE

Sur saisine d'Axelle Lemaire, le Conseil national du numérique a tenu une centaine d'auditions en France, Europe et à l'occasion d'une learning expedition aux États-Unis, sur le sujet des capacités requises pour évaluer la loyauté des plateformes.

LES TRAVAUX

Ce travail a conforté le constat de schémas de régulations globalement inadaptés à la diversité, à la rapidité d'évolution, à l'opacité et la dimension internationale des plateformes ; ainsi que la transversalité et l'interdépendance des problématiques qu'elles soulèvent. Plusieurs capacités manquantes ont été relevées dans les auditions, ainsi que le besoin plus général d'un meilleur design des interactions entre recherche, société civile et régulateurs, pour identifier et réagir en temps utiles aux problèmes.

Le CNum a sur cette base tenu du 10 octobre au 26 novembre une consultation publique sur le futur de la régulation dans une économie de plateformes : contribuez.cnumerique.fr/loyaute/fr, articulée autour des sujets suivants :

- >> Modération des contenus, discriminations, vie privée, loyauté des relations commerciales : quelles nouvelles méthodes d'action ? ;
- >> Quels scénarios institutionnels pour une régulation "nouvelle génération" ? ;
- >> Discriminations & algorithmes : comment ouvrir les boîtes noires ? ; Mauvaises pratiques & plateformes : comment se faire entendre ?

En parallèle, le CNum a lancé plusieurs initiatives :

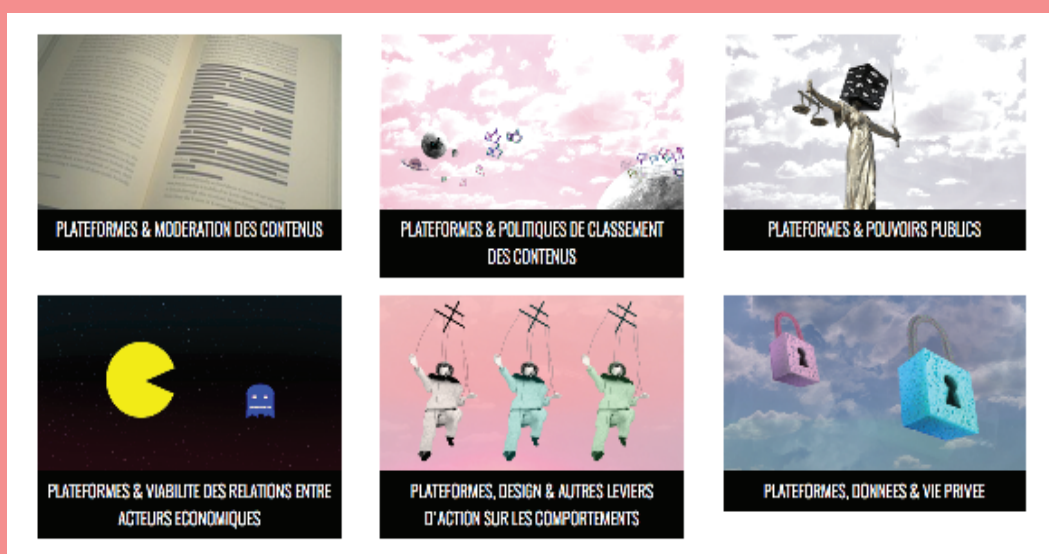
>> Un design de recherche exploratoire a été lancé avec le Medialab de Sciences Po pour établir des grilles conceptuelles pour penser l'implication du public et des acteurs civils, selon des modalités plus mobilisatrices et inclusives que les divers mécanismes actuels de consultation et signalements. <http://algoglitch.smvi.co/> Un compte Twitter expérimental — @algoglitch — a été créé pour relever sur les réseaux sociaux les différentes formes d'expressions spontanées des utilisateurs vis-à-vis des "glitches" des algorithmes (captures écran, traits d'humour, interpellations ...).

>> Une collaboration avec les étudiants de la section UX design de l'école des Gobelins pour réfléchir à la réalisation d'un outil pour redonner du pouvoir aux internautes dans leur relation avec les plateformes. Alice, Aurélie, Geoffrey, Xavier ont produit les maquettes de deux applications, un plug-in et un site web. Le plug-in faciliterait le signalement des problèmes que nous rencontrons dans la navigation (ciblages publicitaires ou suggestions de contenus curieux, opacité des informations fournies, etc.), de trouver d'éventuelles solutions de contournement adaptées ; avec la possibilité de partager ces mésaventures sur les médias sociaux afin de susciter des débats ; Le site web serait quant à lui un lieu d'informations et d'échanges sur les pratiques observées.

>> Un travail a été initié pour cartographier la diversité des initiatives civiles existantes ayant trait à la loyauté des systèmes. Des auditions complémentaires ont été réalisées avec plusieurs porteurs de projets, pour obtenir des retours d'expériences et cerner les besoins récurrents pour leur pérennisation. Les étudiants du programme d'expérimentation en arts politiques (SPEAP) de Sciences Po ont aussi travaillé sur la thématique des nouvelles formes d'activisme et des imaginer des façons de rendre visibles dans l'espace public les effets des calculs algorithmiques.

>> Un recueil de cas a été initié pour recenser la diversité et l'évolution des controverses relatives à la loyauté des systèmes (litiges, manifestations, résultats d'études...). En complément, des panoramas thématiques des principaux terrains de controverses ayant trait aux plateformes ont été réalisés pour nourrir la consultation.

COMPRENDRE LES ENJEUX D'UNE SOCIÉTÉ DE PLATEFORMES



En parallèle, l'initiative **TransAlgo**, portée par l'Inria, vise à développer l'évaluation de la responsabilité et la transparence des systèmes algorithmiques. Le CNum a co-organisé avec l'INRIA un afterwork sur l'auditabilité des plateformes le 20 novembre dernier. Structuré autour de deux ateliers :

- >> rétro-ingénierie : auditer les plateformes de l'extérieur ;
- >> loyal par "construction" : construire des algorithmes transparents et responsables.

La rencontre a donné lieu à de riches échanges, nourrissant la synthèse des débats qui a été mise en ligne. Dans le premier groupe, la discussion s'est notamment cristallisée autour des moyens requis pour permettre le déploiement d'outils et de protocoles sécurisés permettant aux citoyens de partager de façon automatisée des données issues de leur utilisation des services numériques (ex : historiques de navigation et profils en ligne ou récupérés par le biais du droit à la portabilité, résultats de recherche), pour en faciliter l'étude par des associations, projets de recherche ou enquêtes d'autorités. Le second atelier a porté sur les difficultés et possibilités existantes pour bâtir un référentiel de responsabilité à l'aune duquel construire des algorithmes "responsables".

RESSOURCES SUR [CONTRIBUEZ.CNNUMERIQUE.FR/LOYAUTE/](https://contribuez.cnummerique.fr/loyaute/)

- >> Vidéo “Un Internet peut en cacher un autre”
- >> Panoramas thématiques sur les enjeux liés aux plateformes
- >> Dossier de présentation

INTERVENTIONS

- >> Vidéo du lancement de la consultation par Benoit Thieulin et Marc Tessier
- >> Vidéo du débat entre Rand Hindi (membre du CNum et président d’une entreprise d’Intelligence artificielle) et AlgoTransparency tenu au lancement de la consultation
- >> Présentation des enjeux de régulation dans une économie de plateformes par Marc Tessier et Sébastien Soriano, président de l’ARCEP tenue au lancement de la consultation
- >> Présentation par Célia Zolynski du défi 2 “Mauvaises pratiques : se faire entendre “ et de l’étude du Médialab de Sciences Po menée par Axel Meunier tenus au lancement de la consultation
- >> Data transparency Lab : intervention sur la loyauté des plateformes par Judith Herzog et Lofred Madzou le 12 décembre à Barcelone
- >> Syndicat de la presse indépendante d’information en ligne - 8eme journée de la presse en ligne : intervention de Célia Zolynski à une table ronde sur la diffusion des contenus de presse en ligne le 14 décembre 2017
- >> Internet Governance Forum 2017 - Dynamic Coalition on Platforms’ responsibility : Judith Herzog et Lofred Madzou le 19 décembre à Genève

CONTRIBUTIONS

- >> Official 2017 Outcome of the UN IGF Dynamic Coalition on Platform Responsibility (DCPR, Luca Belli, Nicolo Zingales) Platform regulations: how platforms are regulated and how they regulate us, contributions de Marc Tessier, Judith Herzog and Lofred Madzou : “Regulation at the Age of Online Platform-Based Economy:Accountability, User Empowerment and Responsiveness”
- >> Yann Bonnet et Judith Herzog, “Pour une agence européenne pour la confiance numérique”, I2D – Information, données & documents 2017/3 (Volume 54), septembre 2017

***AUTRES
CONTRIBUTIONS***

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : PLAN FRANCE IA

Le Conseil national du numérique a été sollicité par la secrétaire d'État au numérique et à l'innovation et le secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche pour contribuer à l'analyse des impacts économiques et sociaux de l'intelligence artificielle dans le cadre du projet FranceIA.

34

Cette étude menée en collaboration avec France Stratégie a été remise au gouvernement le 21 mars. Cette étude avait un objectif principal : prendre du recul par rapport aux discours plus ou moins alarmistes ou euphoriques, et proposer un cadre d'action collectif.

En effet, les perspectives de disparition d'emplois tendent à monopoliser le débat et à paralyser tout raisonnement. Cette analyse a pour le moment empêché de mettre en avant les perspectives positives réelles comme les alertes essentielles.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : SOUTIEN À LA MISSION CÉDRIC VILLANI

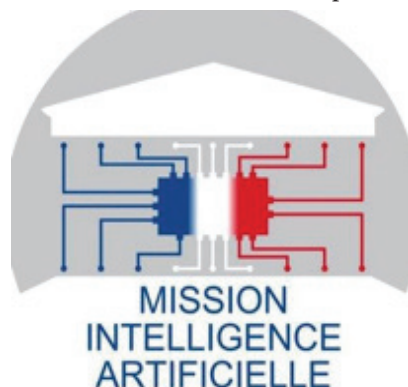
Cette mission intervient après la publication de plusieurs travaux. Le rapport France IA de mars 2017 - auquel le CNNum avait participé sur l'évaluation des impacts économiques et sociaux - comme celui de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques (OPECST) avant lui, ont permis de lancer le débat en mobilisant la communauté intéressée (acteurs institutionnels, académiques, industriels). Il s'agit désormais d'affiner, d'approfondir et de prioriser ce travail pour le décliner en feuille de route concrète et poser les bases d'une action française et européenne dans la durée.

Le Premier ministre a ainsi chargé Cédric Villani, mathématicien et député de la cinquième circonscription de l'Essonne, d'une mission sur l'intelligence artificielle (IA).

Les objectifs assignés à la mission sont les suivants :

- >> étudier les actions nécessaires pour permettre à la France et à l'Europe d'être à la pointe de l'économie de l'IA,
- >> décrire les meilleures pratiques internationales d'application de ces technologies au service de la transformation et de l'amélioration des politiques publiques,
- >> identifier les applications prioritaires à déployer à l'intérieur de la sphère publique,
- >> ouvrir le champ à une réflexion nationale sur les impacts de l'IA, en considérant ses effets sur le travail et les questions éthiques qu'elle soulève.

Pour mener à bien cette mission, Cédric Villani dispose de l'appui de Marc Schoenauer, directeur de recherche et expert de l'IA à l'INRIA et du secrétariat général du Conseil national du numérique — Yann Bonnet, secrétaire général, Charly Berthet, Anne-Charlotte Cornut et François Levin — renforcé de Bertrand Rondepierre, ingénieur de l'armement à la DGA.



ÉCOLOGIE

Le CNNum a contribué, à partir du mois d'octobre 2018, à un groupe de travail sur l'écologie et le numérique, porté par l'Iddri, la FING, WWF-France, et GreenIT. Ce groupe de travail aboutira à la publication d'un livre blanc "Numérique et environnement - Faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique".

Le livre blanc contiendra 26 propositions pour réduire l'empreinte écologique du numérique, utiliser le numérique pour mieux concevoir les politiques écologiques, soutenir l'innovation numérique en faveur de l'écologie et mobiliser le potentiel des données au service de la transition écologique.

Pour Marie Ekeland et Benoît Thieulin (anciens membres du CNNum) : « Il est impératif de repenser nos modèles face à l'urgence climatique - qui n'est en outre qu'une des "frontières planétaires" que l'humanité a franchies ou s'apprête à franchir. Le numérique, un ensemble de sciences et de technologies, d'acteurs et de pratiques, transforme profondément la société contemporaine, son fonctionnement, ses valeurs et son économie. Persuadé que cette transformation numérique fulgurante doit intégrer l'écologie dans son développement, le CNNum a donc contribué à ce livre blanc, avec la conviction que le numérique peut être mis au service d'une économie et d'une société qui soient plus durables et juste pour tous. »

MISSION TOUR DES START-UPS

IDENTIFIER LES FREINS TRANSVERSAUX ET SECTORIELS

Le Premier ministre a lancé, d'octobre 2017 à février 2018, le premier « tour des start-ups », démarche confiée au secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Numérique, M. Mounir Mahjoubi.

Il a consisté à écouter les start-ups, dans une approche à la fois transversale et sectorielle, afin de prendre connaissance des difficultés qu'elles rencontrent dans leurs activités et des solutions ou propositions qu'elles formulent afin de les surmonter.

La démarche a reposé sur une enquête en ligne (plus de 1300 répondants) et des entretiens directs (plus de 300 personnes rencontrées). Outre les déplacements assurés directement par le ministre, une équipe a été constituée par son cabinet composé de représentants de la Direction générale des entreprises, de la Direction générale du Trésor, du secrétariat général du Conseil national du numérique (représenté par Ruben Narzul) ainsi que de membres du Conseil général de l'économie, de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale des affaires sociales.

Les travaux ont permis, dans une approche transversale et propre à la dizaine de secteurs retenus (EdTech, FinTech, GreenTech, etc.), de formuler des propositions portées par les start-ups ou leurs représentants. L'ensemble permettra de nourrir des échanges interministériels en vue de l'inclusion de dispositions dans divers plans d'actions et projets de loi à venir dès le printemps 2018.



*EUROPE &
INTERNATIONAL*

EUROPEAN DIGITAL SQUADS

À l'occasion du sommet numérique européen de Tallinn en septembre 2017, le CNNum a lancé le projet des #DigitalSquads en partenariat avec divers représentants des écosystèmes numériques européens dont l'Internet Economy Foundation, le iRights.Lab (Allemagne), le Foresight Centre (Estonie) et le National Board of trade (Suède).

Il s'agit d'une initiative ambitieuse qui vise à éclairer les décideurs politiques européens sur les grands défis posés par la transformation numérique et les aider à concevoir de nouvelles méthodes de régulation à même d'accompagner celle-ci pour le plus grand bien des Européens. Elle a donc vocation à compléter les travaux législatifs européens. D'ailleurs, c'est dans cet esprit de collaboration que le Président de la République, Emmanuel Macron, le Secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi et la Ministre estonienne de l'Entrepreneuriat et des Technologies de l'Information, Urve Palo se sont rendus à l'événement de lancement de l'initiative et affichés leur soutien.

Animés par le souci de servir les européens, les membres fondateurs des Digital Squads ont convenu que leurs premiers travaux porteront sur la régulation des plateformes. En effet, compte tenu de leur rôle moteur dans la transformation numérique, il est essentiel d'une part de créer un environnement réglementaire qui favorise le développement des plateformes et d'autre part de s'assurer que celles-ci agissent conformément à la législation européenne et aux intérêts légitimes des consommateurs et citoyens européens.

Dans cette perspective, une note de vision sur les actions à prendre pour adapter l'action publique à l'émergence d'une économie de plateformes sera remise à la Commission européenne au printemps 2018.



“

La Commission européenne s'est fixée un objectif ambitieux avec la création d'un marché unique européen, mais nous devons aller au-delà et réfléchir à la prochaine étape. Cela n'est possible que si vous construisez des canaux de transmission efficaces entre les institutions européennes et les écosystèmes numériques, dont la connaissance concernant l'état actuel de la technologie et des opportunités futures pour l'Europe est précieuse.

Marie Ekeland - membre du CNnum

INTERVENTIONS À L'INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2017, le CNum a été sollicité pour participer à plusieurs rendez-vous internationaux.

Parmi les contributions du CNum à l'international :

- >> Parlement européen, «Comment faire de l'UE un leader dans la Plateforme économie?» intervention de Yann Bonnet le 8 février
- >> ONU, SIDS Symposium "Hackers against natural disasters" : intervention de Yann Bonnet le 23 février
- >> Smart-expo Tunisie sur "La stratégie de digitalisation des Entreprises Publiques" : intervention Anne-Charlotte le 10 et 11 mars à Tunis
- >> SXSW 2017 on "The Future of Jobs is Dark & Full of Terror (Is it though?)" : intervention de Romain Delassus le 11 mars à Austin
- >> Seventh Meeting of the OECD Working Group on Developing Human Capital in IT on good practices to enhance skills for competitiveness : intervention de Jan Krewer le 15 mars à Astana
- >> British Statistical Society dans le cadre d'une table ronde sur la responsabilité algorithmique : intervention de Lofred Madzou le 4 avril à Londres
- >> Digital Assembly, Commission européenne, intervention de Célia Zolynski le 16 juin à Valleta.
- >> Conférence francophone à l'ICANN59 : intervention d'Amal Taleb le 26 juin à Johannesburg
- >> Readie 'digital skills' roundtable (NESTA) : intervention de Jan Krewer le 20 juillet à Londres
- >> Atelier OCDE "Enhanced Access to Data: Reconciling the Risks and Benefits", participation de Yann Bonnet et Jan Krewer, le 2 et 3 octobre 2017 à Copenhague
- >> ONU, Human Rights Council - 36th session, AI, justice and Human Rights, participation Yann Bonnet et Charly Berthet, Palais des Nations, Genève
- >> Lancement des European Digital Squads, le 29 septembre 2017 à Tallinn, Marie Ekeland, Yann Bonnet et Jan Krewer.
- >> Ministère de la science et de la technologie du Brésil : intervention de Lofred Madzou sur les enjeux éthiques autour du développement de l'IA le 4 décembre à Brasilia
- >> Internet Governance Forum 2017 - "Diversity in the Internet's multi-stakeholder model: the role of Capacity Building and multilingual Internet Governance Content in promoting an Inclusive Internet" : intervention de Charly Berthet sur la diversité dans la gouvernance de l'Internet le 19 décembre à Genève

***À PROPOS
DU CONSEIL***

LE CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE

Créé par un décret du 29 avril 2011, le Conseil national du numérique (CNNum) est une commission consultative indépendante dont les missions ont été redéfinies et étendues par le Premier ministre et le Secrétaire d'État chargé du numérique le 8 décembre 2017. Le Conseil national du numérique est chargé d'étudier les questions relatives au numérique, en particulier les enjeux et les perspectives de la transition numérique de la société, de l'économie, des organisations, de l'action publique et des territoires. Il est placé auprès du ministre chargé du numérique.

Dans son champ de compétence, il a pour missions :

- 1° D'informer et de conseiller le Gouvernement dans l'élaboration, la conduite et l'évaluation des politiques et de l'action publiques ;
- 2° De contribuer à l'élaboration des positions de la France aux niveaux européen et international ;
- 3° De formuler de manière indépendante et de rendre publics des avis et des recommandations.

À cette fin, il organise des concertations régulières, aux niveaux européen, national et territorial, avec les pouvoirs publics, les élus, les secteurs économique, associatif et académique, et la société civile.

Il peut être saisi pour avis par le Premier ministre, par le ministre chargé du numérique et, le cas échéant, conjointement avec les autres ministres concernés, ou par la majorité de ses membres de toute question entrant dans son champ de compétence. Dans ce cadre, il peut se voir confier des missions de prospective, d'expertise, d'étude et de consultation. Il peut être consulté par le Gouvernement sur tout projet de disposition législative ou réglementaire dans le domaine du numérique.

La composition paritaire du Conseil comprend 30 membres bénévoles nommés pour deux ans renouvelable en raison de leurs compétences et de leur expérience dans le domaine de la transition numérique. Ils proviennent désormais en nombre égal du secteur économique ; du secteur académique et du secteur de la société civile impliquée dans le développement du numérique aux niveaux local, national ou européen, ou concernées par ses effets.

Le budget du Conseil national du numérique est public. Il est fixé par l'intermédiaire du Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. La dotation globale de fonctionnement pour l'année 2017 est de 86 953 euros. Ces informations budgétaires sont disponibles sur le site du Conseil : <https://cnnumerique.fr/le-conseil/transparence>.

ORGANISATION DU CNUM

LE BUREAU

Composé du Président, des quatre Vice-présidents, du Secrétaire général, le Bureau est l'instance de pilotage des actions du Conseil, aux fins d'organiser la vie quotidienne du Conseil. À ce titre, il se réunit de façon hebdomadaire en présence du Secrétariat général. Si cela est nécessaire, le Président peut inviter d'autres membres à y participer, afin qu'ils présentent un projet ou mettent à jour le bureau sur l'activité d'un groupe de travail ou d'un projet.

Le Bureau définit les priorités qui seront abordées, avec l'ensemble des membres et du Secrétariat général, lors de la réunion plénière mensuelle. Il donne, également, les grandes orientations à suivre pour les travaux présents et futurs du Conseil. La veille de l'actualité est centrale, puisqu'elle permet au Bureau de prendre position et, éventuellement, de définir les actions à mettre en oeuvre dans le cadre des missions dédiées au Conseil. Il est aussi en charge de représenter activement le Conseil auprès des parties prenantes, de l'administration, et des décideurs publics (cabinets ministériels, élus, etc.).

44

FORMATION PLÉNIÈRE

La formation plénière est l'enceinte décisionnelle du Conseil : elle est chargée de voter et d'arrêter les décisions de manière collégiale. Une réunion plénière est tenue une fois par mois, habituellement le premier vendredi du mois. Elle s'organise en deux à trois temps :

- >> Un premier temps consacré à l'actualité du CNum : les derniers événements, auditions, demandes et projets de saisine. Le Secrétariat général peut également présenter une actualité plus générale concernant le numérique ;
- >> Un deuxième temps dédié à la discussion de fond sur les saisines en cours : les membres pilotes d'une saisine présentent un point d'avancement, et le cas échéant, le Conseil délibère puis vote un rapport et/ou un avis ;

Les réunions plénières sont aussi l'occasion de consacrer un temps d'échange avec une personnalité extérieure. En 2016, le Conseil a ainsi accueilli des membres CNIL et le Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement Supérieur et de la recherche. Au quotidien, les membres communiquent par voie électronique sur les différents sujets d'actualité, les saisines, et les actions à engager.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Le Secrétariat général est composé d'un Secrétaire général, d'un Secrétaire général adjoint, d'un responsable juridique et des relations institutionnelles, d'une équipe de rapporteurs et d'une assistante de direction. Cette équipe se réunit avec le Secrétaire Général une fois par semaine pour définir le programme de travail et les actions à venir. Le Secrétariat général assiste à l'ensemble des réunions (bureau, plénière).

Le Secrétariat général fournit ses moyens au Conseil. Il assure plusieurs missions :

- >> organisation des réunions plénières, des réunions de bureau, et des réunions d'équipes ;
- >> accompagnement dans le pilotage des groupes de travail formés pour traiter les saisines et auto-saisines (organisation des réunions contributives, prises de rendez-vous, travail de recherche, aide à la rédaction des documents, rédaction des comptes-rendus des réunions publiques, etc.) ;
- >> communication et représentation du CNNum auprès de l'administration, des écosystèmes numériques, des organisations internationales et de la presse.

VEILLE, PROSPECTIVE ET TRAVAIL COLLABORATIF

Le Secrétariat général est l'équipe permanente du Conseil. Composé d'un Secrétaire général, d'un Rapporteur général, d'une équipe de rapporteurs, d'une responsable communication et d'une assistante de direction, il assiste à l'ensemble des réunions (bureau, plénière).

Le Secrétariat général fournit ses moyens au Conseil. Il assure plusieurs missions :

- >> **Le cadrage des saisines** : lorsque le Conseil est saisi d'un sujet, le Secrétariat général réalise un travail préparatoire des saisines. Cela passe par des recherches documentaires, des comparaisons internationales, des rapports d'étonnement, qui permettent par la suite aux groupes de travail de délimiter le périmètre d'une saisine et d'en définir les étapes ;
- >> **L'accompagnement des groupes de travail** : l'équipe du Secrétariat général assure la coordination du travail des groupes en organisant les réunions contributives (logistique, achats, relations avec les prestataires), rédigeant les comptes rendus, et proposant des actions. Il est en contact permanent avec les membres et s'attache à offrir aux membres un cadre de travail efficace, favorable au travail collaboratif et à l'enrichissement mutuel ;
- >> **La rédaction des rapports, avis, et décisions** : en collaboration avec les membres des groupes de travail, le Secrétariat général contribue au travail rédactionnel des rapports, avis et décisions, et produit des documents de communication et des contenus sur le site et les réseaux sociaux ;
- >> **Le travail de veille et de prospective** : au quotidien, le Secrétariat général assure un travail de veille et de prospective sur tous les sujets ayant trait au numérique (veille presse, institutionnelle, législative, etc.). Cela permet aux membres du Conseil d'être alertés quotidiennement et de déterminer la pertinence de certaines actions (réactions par communiqué de presse, rendez-vous, création d'un groupe de travail ad hoc, etc.).

COMMUNICATION ET ANIMATION DU RÉSEAU

L'animation du réseau élargi du Conseil national du numérique s'appuie en partie sur des outils de communication en ligne classiques :

- >> **Le site Internet** : entièrement repensé, il vise à présenter les missions du Conseil, ses membres et l'ensemble de ses travaux l'ensemble des documents publiés par le Conseil (avis, rapports, décisions, communiqués de presse), ainsi que des pages spécifiques aux différentes saisines du Conseil. Il contient désormais une rubrique "contribuer" invitant l'ensemble des parties prenantes à contribuer aux concertations menées par le Conseil national du numérique ;
- >> **Les réseaux sociaux** : le Conseil s'attache à une transparence maximale autour de ses activités – groupes de travail, réunions contributives, etc. – et anime des comptes Twitter, Facebook, Medium, LinkedIn, Flickr, YouTube et Dailymotion afin de porter ses messages ;
- >> **L'animation de l'écosystème numérique français** : les membres du Conseil et en particulier son président participent régulièrement à des événements et des rencontres relatives au numérique, en France mais aussi à l'étranger, afin de porter les messages et recommandations produits dans les avis du Conseil. Les membres du Conseil sont par ailleurs régulièrement sollicités pour leur expertise sur tel ou tel enjeu ; le Secrétariat général peut les assister dans l'élaboration d'éléments de langage, de notes techniques, ou l'organisation d'actions de communication *ad hoc*.

LES GROUPES DE TRAVAIL

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de chaque saisine ministérielle ou auto-saisine, un groupe de travail est constitué. Il est composé d'un groupe de cinq à quinze membres et soutenu par une équipe du Secrétariat général. À l'intérieur des groupes de travail, un membre du Conseil est désigné "membre pilote". Il est en charge de structurer et coordonner ladite saisine.

Le groupe de travail se réunit le plus régulièrement possible. Les réunions permettent de cadrer le périmètre de la saisine, d'arrêter le calendrier, de déterminer la méthodologie de consultation de l'écosystème (auditions, journées contributives, hackathons, participation à des événements), de décider des sujets prioritaires à porter et d'organiser la rédaction des recommandations finales. Le groupe présente de manière régulière son avancement à l'ensemble des membres durant les réunions plénières et porte le rapport une fois publié.

JOURNÉES CONTRIBUTIVES

Dans le cadre d'une saisine, une ou plusieurs journées contributives sont organisées. L'objectif est d'ouvrir le travail du Conseil à l'écosystème numérique et aux parties prenantes concernées (entreprises, membres de la société civile, chercheurs, administrations, etc.). Le plus souvent, des ateliers thématiques sont organisés, durant lesquels les participants proposent leur vision d'un diagnostic et élaborent collectivement des pistes d'actions, qui seront ensuite reversées dans le rapport final. Ces temps contributifs constituent des alternatives complémentaires à une méthodologie uniquement basée sur des auditions individuelles. Ils permettent également de mobiliser l'intelligence collective.

ATELIERS DE DESIGN THINKING

Afin de toujours mieux s'appuyer sur l'intelligence collective et d'expérimenter des méthodologies de réflexion innovantes, le secrétariat général du CNum a été formé à la méthodologie du design thinking. A l'issue d'une première formation, le Secrétariat Général a pu se perfectionner dans ce domaine à travers l'animation des ateliers d'appropriation du référentiel de transformation numérique de l'Université. Très fructueuse, cette première application a mis en lumière l'utilité de cette démarche, qui permet à tous d'être véritablement contributeur de la réflexion collective, et de libérer la parole en dehors des postures habituelles et des discours préétablis.

LISTE DES MEMBRES

Le Conseil national du numérique agit en toute transparence concernant les déclarations d'intérêts de ses membres : elles sont ainsi publiées à la fin de chaque biographie mais aussi dans un tableau récapitulatif lisible par une machine conformément aux bonnes pratiques recommandées en terme de transparence.

PRÉSIDENT (DU 2 FÉVRIER 2016 AU 17 JANVIER 2017)

MAHJOUBI Mounir, Co-fondateur de la société French Bureau, Co-fondateur de la Ruche Qui Dit Oui

VICE-PRÉSIDENTS (ONT ASSURÉ LA PRÉSIDENTE DU 20 JANVIER 2017 AU 4 OCTOBRE 2017)

BEAUVALLET Godefroy, Directeur de l'Innovation, Institut Mines-Télécom, a démissionné le 4 janvier 2017 suite à sa nomination en qualité de directeur de cabinet du secrétaire d'État en charge de l'Industrie,

MAMOU-MANI Guy, Co-président directeur de Groupe Open, a démissionné le 4 octobre 2017,

PÈNE Sophie, Professeur à l'Université Paris Descartes, a démissionné le 17 juillet 2017,

TALEB Amal, Juriste et directrice adjointe en charge des relations publiques à SAP France, a démissionné le 4 octobre 2017.

MEMBRES DE LA FORMATION PLÉNIÈRE

BADRINATH Vivek, Regional CEO for Africa, Middle East and Asia-Pacific (AMAP),

BELKAHIA Rania, Co-fondatrice d'Afrimarket,

COLLIN Nathalie, DGA du Groupe La Poste en charge du Numérique et de la Communication,

CREMER Jacques, Professeur d'économie à la Toulouse School of Economics,

DUVAL Gaël, Fondateur et Président de jechange.fr et de la French Touch Conference,

EKELAND Marie, Fondatrice de Daphni et co-Présidente de France Digitale,

FELLACHE Najette, CEO de Speach.me,

HIERSO Ghislaine, Présidente de l'Association Française des Petits Débrouillards,

HINDI Rand, Fondateur de Snips,

Daniel KAPLAN, Délégué général de la Fondation pour l'Internet Nouvelle Génération (la FING), a démissionné le 17 juillet 2017,

LANGRAND Patricia, Vice-présidente Exécutif Business Développement & Marketing de Steria,

LE MOAN Ludovic, CEO de SigFox,

MERCADAL-DELASALLES Françoise, Directrice des ressources et de l'innovation, Groupe Société Générale

NAHUM Bertin, PDG et Fondateur de Medtech,

PATOUILLAUD Jean-Marc, Managing Partner de Partech,
PETIT Antoine, PDG d'Inria, Professeur d'informatique à l'ENS Cachan,
Yves POILANE, Directeur de Télécom ParisTech,
ROUX Emmanuelle, Co-fondatrice du FacLab de l'Université de Cergy-Pontoise, prospectiviste, conférencière et Directrice-associée de Sc21,
SAUDEAU-TURLOTTE Emmanuelle, Chief Digital Officer de la SNCF,
TESSIER Marc, Administrateur de VidéoFutur et Président du Forum des Images,
THIEULIN Benoît, Fondateur et Directeur de l'agence d'innovation numérique La Net-scouade,
TORNER Véronique, Co-fondatrice et coprésidente d'Alter Way,
VARZA Roxanne, Directrice de la Halle Freyssinet, a démissionné le 17 août 2017,
ZISA-GARAT Carole, CEO de Telegrafik, a démissionné le 1 septembre 2017,
ZOLYNSKI Célia, Professeur de droit à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

MEMBRES DE LA FORMATION ÉLARGIE

>> Élu(e) et élu(e) au titre du Parlement

CAMANI Pierre, Sénateur de Lot-et-Garonne et Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,
DE LA RAUDIÈRE Laure, Députée d'Eure-et-Loir,
PAUL Christian, Député de la Nièvre,
RETAILLEAU Bruno, Sénateur de la Vendée.

>> Élu(e) et élu(e) au titre des collectivités

BILLARD John, Maire rural – Président de l'Association Maires Ruraux d'Eure-et-Loir,
LEBRETON Claudy, Président du conseil général des Côtes d'Armor de 1997 à 2015,
LUCIANI-BOYER Pascale, Élu(e) locale de Saint-Maur-des-Fossés,
NAYROU Henri, Président du Conseil Départemental de l'Ariège,
OURAL Akim, Adjoint au Maire de Lille.

MEMBRES (NOMMÉS PAR UN ARRÊTÉ DU 11 DÉCEMBRE 2017 PORTANT NOMINATION AU CNUM)

>> Présidente du Conseil national du numérique :

EKELAND Marie, Co-fondatrice de Daphni et de France Digitale.

>> Membres au titre des personnalités issues du secteur économique :

CARREEL Eric, Président de Sculpteo et Invoxia, co-fondateur de Withings,
DALOZ Pascal, Directeur R&D en charge du développement commercial de Dassault Systèmes,
DUVAL Gaël, Fondateur et Président de JeChange.fr et Président de La French Touch Conference,
GALLET Clémentine, PDG de Coriolis Composites,
HERVE-GRUYER Perrine, Agricultrice à La Ferme du Bec Hellouin,
HINDI Rand, Fondateur de Snips,
HOANG Aymeril, Directeur de l'innovation du Groupe Société Générale,
THIEULIN Benoît, Directeur de l'innovation d'OPEN et Co-Doyen de l'Ecole du Management et de l'Innovation de SciencesPo,
MERCADAL-DESSALLES Françoise, Directrice générale déléguée du Crédit du Nord.

>> Membres au titre des personnalités issues du secteur académique :

BEAUVALLET Godefroy, Chef du Conseil général de l'économie (CGEJET) et DRH du corps des mines,
BRUGIÈRE Amandine, Responsable du département Etudes Capitalisation Prospective chez Anact,
DOUZET Frédérick, Professeur de géopolitique à l'université Paris VIII,
FONTAINE Laurence, Historienne, directrice de recherche émérite au CNRS,
GEOFFARD Pierre-Yves, Directeur de PSE-Ecole d'Économie de Paris, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS,
PETIT Antoine, PDG d'Inria et Professeur d'informatique à l'ENS Cachan,
SEBAG Michèle, Responsable de l'Équipe Inférence et Apprentissage, au Laboratoire de Recherche en Informatique de l'Université de Paris-Sud,
TADDEI François, Directeur du Centre de Recherche Interdisciplinaire (CRI),
TRAN Nguyen, Enseignant-Chercheur à la Faculté de Médecine de l'Université Lorraine,
ZOLYNSKI Célia, Professeur de droit à l'université de Versailles Saint Quentin, spécialiste Droit IP/ IT - Droit de l'UE.

>> Membres au titre des personnalités impliquées dans le développement du numérique aux niveaux local, national ou européen, ou concernées par ses effets :

DELBONNEL Jean-Philippe, PDG de CABINET CITY CONNECT et élu local,
DIALLO Rokhaya, Journaliste, écrivaine et réalisatrice,
DRON Dominique, Ingénieure générale des Mines, membre du Conseil Général de l'Economie, au ministère de l'Économie,
DUPORTET Xavier, PDG de Eligo Biosciences et Fondateur de Hello Tomorrow,
GUIRAUD Nadège, Directrice des programmes et des projets à La 27e Région,
KOCHMAN Hicham, Rappeur, producteur de musique et PDG de la société KeakR,
MERRIAUX Jean-Marc, Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche,
PHELIP Margault, Co-fondatrice d'Emmaüs Connect et de WeTechCare,
TEROSIER Claude, PDG de Magic Makers,
VASSEUR Flore, Réalisatrice, écrivaine et entrepreneure.

Les membres ont démissionné collectivement le 19 décembre 2017.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Yann BONNET, Secrétaire général,
Jan KREWER, Secrétaire général adjoint,
Romain DELASSUS, Rapporteur général jusqu'en mai 2017,
BERTHET Charly, Responsable juridique et des relations institutionnelles.

>> Responsables de direction :

BIABIANY ROSIER Stella, Responsable de direction à partir de septembre 2017,
CÉSAIRE-GÉDÉON Rosemarie, Responsable de direction jusqu'en mai 2017,
OUAGOUNI Fatima, Responsable de direction jusqu'en décembre 2017.

>> Rapporteurs :

CORNUT Anne-Charlotte, Rapporteur,
HARTMANN Camille, Rapporteur,
HERZOG-BUFALO Judith, Rapporteur,
LE ROY Marylou, Rapporteuse,
LEVIN François, Rapporteur,
MADZOU Lofred, Rapporteur,
NARZUL Ruben, Rapporteur,
Elisa GIARDINO, Stagiaire chargée de mission de juillet à août 2017.

LIENS ET RESSOURCES UTILES

Site web : www.cnnumerique.fr

Compte Twitter : twitter.com/CNNum

Compte Facebook : www.facebook.com/cnnumerique.fr

Compte YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCnSR95MG0FADcbhoTIXAXZQ/featured>

Compte LinkedIn (groupe) : www.linkedin.com/groups/4817883/profile

Compte LinkedIn (page entreprise) : www.linkedin.com/company/8716743

Compte Flickr (images) : www.flickr.com/photos/cnnum/

Compte Dailymotion : www.dailymotion.com/cnnumeriquefr

TRAVAUX

Transformation numérique des PME :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/transformation-numerique-des-pme>

Neutralité du net :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/neutralite-du-net>

Lutte contre les contenus illicites :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/blocage-de-sites-et-lutte-contre-les-contenus-illicites>

Chiffrement :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/chiffrement>

Travail, emploi et numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/travail-emploi-et-numerique>

Santé et numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/la-sante-bien-commun-de-la-societe-numerique>

Inclusion numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/inclusion-numerique>

Éducation et enseignement supérieur :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/education-et-enseignement-superieur>

Écologie et numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/ecologie-et-numerique>

Communs de la connaissance :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/communs-de-la-connaissance>

Actions européennes :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/actions-europeennes>

Intelligence artificielle :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/intelligence-artificielle>

Négociations internationales :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/negociations-internationales>

Libre circulation des données en Europe :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/libre-circulation-des-donnees-en-europe>

Fiscalité du numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/fiscalite-du-numerique>

Confiance dans la vie publique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/la-confiance-dans-la-vie-publique>

Ambition numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/ambition-numerique>

Plateformes numériques :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/la-confiance-lere-des-plateformes-numeriques>

Surveillances :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/surveillances>

Fichier TES :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/fichier-des-titres-electroniques-securises-tes>

Loi pour une République numérique :

<https://cnnumerique.fr/nos-travaux/loi-pour-une-republique-numerique>

***RÉUNIONS,
RENDEZ-VOUS
& INTERVENTIONS***

LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES PAR SAISINE

AUTOSAISINE SUR LA LIBRE CIRCULATION DES DONNÉES EN EUROPE

ANDRÉ Francis, Ingénieur de recherche, CNRS
 BICHARA Najma, Rédactrice - aspect réglementaire du numérique, Ministère des Affaires Étrangères
 COUTANT Fabrice, Chef de projet gouvernance des données, Enedis
 CYTERMANN Laurent, Maître des requêtes, Conseil d'Etat
 DE LA CHAPELLE Bertrand, Executive Director and Co-founder, Internet and Jurisdiction
 DELCROIX Geoffrey, Innovation & Foresight Project Manager, CNIL
 DEMERLÉ Maxence, Délégué général, SFIB
 DUMERAIN Emilie, Déléguée juridique, Syntec numérique
 FELLACHE Najette, Fondatrice, Speach.me
 HENRY Guillaume, Avocat à la Cour de Paris, docteur en droit et spécialiste en droit de la propriété intellectuelle
 HINDI Rand, Fondateur, Snips
 JEAN Benjamin, CEO, Open Law
 LE MOAN Ludovic, CEO & co-founder, Sigfox
 MAMOU-MANI Guy, Co-Président, Groupe Open
 MARCUS Edouard, Sous-directeur des affaires internationales, DGFIP
 NITOT Tristan, Chef de produit, CozyCloud
 OLIVIER Emmanuel, Président, UbiAnt, SBA
 PASSA Jérôme, Avocat à la Cour (Cabinet Passa Varet), agrégé de droit privé, Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)
 PELLEGRINI François, Professeur des Universités et Vice-président délégué au numérique à l'université de Bordeaux, et chercheur au Laboratoire bordelais de recherche en informatique et à Inria
 PERRON Amélie Perron et PETRAKIS Dimitri, International Political Affairs et Head of International Affairs, ANSSI
 PESCINI Gregory et BOUZERNA Nabil, Juriste et Architecte Plateformes, IRT System X
 PETILLAULT Pierre, Directeur adjoint des affaires publiques, Orange
 POORTVLIET Jos, Community Manager, Nextcloud
 POTTER Fred, PDG, Netatmo
 ROCHFELD Judith, Agrégée des facultés de droit, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
 SCMUTZ Alban, Vice-président en charge du développement et des affaires publiques, OVH
 TOCCO Farice, Co-Founder, Dawex
 TRUDEL Pierre, Professeur titulaire au Centre de recherche en droit public (CRDP) de la Faculté de droit de l'Université de Montréal
 ZISA-GARAT Carole, Co-fondatrice, Telegrafik

AUTOSAISINE SUR LA CONFIANCE DANS LA VIE PUBLIQUE

ALT Eric, vice-président de l'association d'Anticor
ASSASSI Eliane, sénatrice de Seine Saint-Denis, présidente du groupe PCF du Sénat
BERGE Aurore, députée des Yvelines (LREM)
BOUDEHEN Clara, Parlement & Citoyen
CHICAUD Sandrine, journaliste et responsable des études à l'école W
CREUSOT Jean Yves, Commission nationale du débat public
CHAPUT Valentin, co-fondateur et co-gérant chez Open Source Politics
DERNONCOURT Thibaut, Cap Collectif
DE FORTANIER Diane, journaliste politique à Contexte
FAURE Olivier, député de Seine et Marne, président du groupe Nouvelle Gauche de l'Assemblée Nationale
FORTEZA Paula, Député des Français établis hors de France (LREM), anciennement en charge du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert à Etalab
GOETA Samuel Goëta, co-fondateur de Dataactivist
GOMBIN Joël, co-fondateur de Dataactivist
GUIGNARD Florent, journaliste chez Le Drenche
LAURENT Pierre, sénateur de Paris, secrétaire national du PCF et VP du parti de la gauche européenne
LEMAIRE Axelle, sénateur de Paris, secrétaire national du PCF et VP du parti de la gauche européenne
LE POLLOTEC Yann, conseiller pour les sujets numériques au PCF
LOUBET Lola, co-créatrice du site Réciprok, data journaliste, étudiante à l'école W
MABI Clément, maître de conférence à l'UTC
MANENTI Pierre, collaborateur parlementaire d'Aurore Bergé
MASSEGLIA Denis, député de Maine-et-Loire (LREM)
MASSIET Jean, présentateur télévision sur Internet, Accropolis
MORLIER Tanguy, membre de Regards Citoyens
NOCQUART Sylvain, Chief Operating Officer Accropolis
PELLETIER Malo, co-créateurs du site Réciprok, data journalistes, étudiant à l'école W
RAVIART Emmanuel, Directeur de campagne de Paula Forteza
ROUSSEAU Gaëlle, chargée de mission à la Direction Générale des Entreprises
SAVY Myriam, ex-Transparency International - France
VAN BENEDEN Elise, secrétaire générale adjointe de l'association Anticor
VERGNOLLE Suzanne, Doctorante en droit à l'Université Paris II et membre de Regards Citoyens

SAISINE SUR LA CONFIANCE A L'ÈRE DES PLATEFORMES

AARON Rieke, Principal, Team Upturn
 AGARWAL Prabhat, Deputy Head of Unit European Commission, Directorate-General for Communication Networks, Content and Technology eCommerce and Platforms
 AGNÈS Loïc, Chef de secteur, Secrétariat Général pour les Affaires Européennes - SGAE
 ANGWIN Julia, Senior Reporter, ProPublica
 AVILA Renata, Senior Digital Rights Advisor, World Wide Web Foundation
 BANZET Amélie, Chargée du pôle Gouvernement Ouvert au sein de la mission Etalab, service du Premier ministre en charge des politiques d'ouverture et de partage des données publiques (Open Data), de gouvernement ouvert (Open Government), et de transformation fondée sur la donnée
 BAUDET Gwenaëlle, Adjointe au chef de secteur ITEC, Secrétariat Général pour les Affaires Européennes - SGAE
 BAVITZ Christopher, Managing Director, Harvard Law School's Cyberlaw Clinic
 BENAVENT Christophe, Professeur des Universités - Marketing, Stratégie, méthodologie de la recherche pour les sciences de gestion, Université de Nanterre
 BENYAYER Louis-David, Co-founder, Without Models
 BIDOUILLE Monsieur, Vidéaste, Fabmanager
 BOUJEMAA Nozha, Directrice du centre de recherche, INRIA Saclay Île-de-France
 BRIGNULL Harry, Founder of DarkPatterns, Darkpatterns
 BUDISH Ryan, Senior Researcher, Harvard Berkman Klein Center
 CABUZEL Christine, Adjointe au chef de secteur ITEC, Secrétariat Général pour les Affaires Européennes - SGAE
 CALEDRINO Joseph, Research Director of the Office of Tech - Research & Investigation, Federal Trade Commission - FTC
 CARTON Malo, Conseiller PME/artisanat/commerce, Cabinet du Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Économie et des Finances
 CECERE Gracia, Professor (HDR) of Economics, Télécom École de Management
 CHAPUS Valentin, Co-fondateur et co-gérant, Open Source Politics
 CHARMET Adrienne, Chargé de mission, ANSSI - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information
 COLOMA BAIGES Daniel, Chief Technology Officer, Data Transparency Lab
 COUSIN Christophe, Directeur des études, des affaires économiques et de la prospective, Conseil supérieur de l'audiovisuel – CSA
 COX Menno, Policy officer DG Connect in charge of online platforms and e-commerce, DG Connect – Commission européenne
 DANG NGUYEN Godefroy, Directeur Scientifique Adjoint, Institut Télécom Bretagne
 DAVID Éric, Président, Point de contact national
 DE CORNULIER Agnès, Chargée de l'analyse juridique et politique, Quadrature du net
 DE RUGY Éric, Président & Co-fondateur, Delight
 DEFFIEUX Nicolas, Rapporteur général adjoint, Autorité de la Concurrence
 DELCROIX Geoffrey, Chargé de projet innovation et prospective, Commission nationale de l'informatique et des libertés - CNIL
 DESIGNOLLE Vincent, Ancien directeur de cabinet à la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes - DGCCRF/Director of Corporate Planning, Vallourec
 DESMARIS Sacha, Chargée de mission nouveaux services, Conseil supérieur de l'audiovisuel – CSA
 DELTEIL Olivier, Head Business Innovation, Les Echos
 DEVILLE Virgile, Co-founder, Open Source Politics
 ECHRAGHI Kevin, Project Analyst, Fabernovel
 ELGRICHI Marine, Head of Public Policy Europe, Spotify
 FERRER Maxime, Développeur éditorial, DECODEX – Le Monde
 FERTI Andriani, Senior-Associate EU Regulatory and Competition lawyer, Karatzas & Partners Law Firm
 GARNIER Antoine, Business Development Manager, Institut Mines-Télécom
 GASSER Urs, Executive Director, Harvard Berkman Klein Center
 GEAMBASU Roxeana, Assistant professor of Computer Science, Columbia University
 GILL Phillipa, Assistant professor of computer science, University of Massachusetts, Amherst
 GOFFI Audrey, Chargée de mission G7, OCDE et marché unique du numérique, Direction générale des entreprises
 GUILLAUD Hubert, Journaliste, Internet Actu
 HARTL Andreas, Referent, BMWI
 HAVEN Janet, Executive Director, Data & Society
 HESSEKIEL Kira, Project Coordinator, Harvard Berkman Klein Center

HEURITECH Dominique, Chercheur, Sciences Po Média Lab
HOWARD Philip, Professor of sociology, information and international affairs, Oxford Internet Institute
HUOT Charles, Directeur général, Expert System
ISAAC Henri, Président, Renaissance Numérique
KEPEKLIAN Gabriel, Responsable Recherche et Développement, Atos
KORTZ Mason, Clinical Instruction Fellow, Harvard Berkman Klein Center
KRISHNAMURTHY Vivek, Assistant director of the Cyberlaw Clinic, Harvard Berkman Klein Center
LAURENT Samuel, Journaliste, DECODEX – Le Monde
LE GUEL Fabrice, Maître de Conférences en sciences économiques, Université Paris Sud
LE MÉTAYER Daniel, Directeur de Recherche, INRIA
LECUYER Mathias, Doctorant, Columbia University
LOLIVIER Marc, Délégué général, Fédération du e-commerce et de la vente à distance - FEVAD
MANTZARLIS Alexios, Director, The International Fact-Checking Network
MARTIN David, Senior legal officer, Bureau Européen des Unions de Consommateurs - BEUC
MIALHE Nicolas, Co-Founder, The AI Initiative, Co-Founder and President, The Future Society
MOHR Nicolas, Directeur général, Médiation des entreprises
MONTEAU David, Directeur, French Tech
MULGAN Geoff, Director, National Endowment for Science Technology and the Arts - Nesta
O'BRIEN David, Senior Researcher, Harvard Berkman Klein Center
PAVEL Ilarion, Ingénieur en Chef des Mines, Conseil général de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies - CGEJET
PELOUZET Pierre, Médiateur des relations inter-entreprises, Médiation des entreprises
PÉNARD Thierry, Professeur d'économie, Université Rennes 1
PETIT Antoine, Président Directeur Général, INRIA
PHILIPPONNAT Thierry, Directeur, Institut Friedland
PIMOT Jérôme, Co-fondateur, Collectif des Livreurs Autonomes Parisiens
PINVILLE Tony, Co-Founder & CEO, Heuritech
PIQUEREAU Thomas, Rapporteur général adjoint, Autorité de la Concurrence POLLACK Rachel, Spécialiste adjointe du programme - Secteur de la communication et de l'information, Liberté d'expression et développement des médias (FEM) - UNESCO
POUYAT Marine, Responsable des affaires juridiques, Fédération du e-commerce et de la vente à distance - FEVAD
PRELY Bruno, VP Strategy, Business Development & Sales, Xilopix
RAVIER Christophe, Directeur Adjoint au chef de service de l'économie numérique, Secrétariat Général pour les Affaires Européennes - SGAE
ROLAND Arnaud, Chargé de mission Concurrence, Conseil supérieur de l'audiovisuel – CSA
ROTENBERG Mark, President and executive director, Electronic Privacy Information Center (EPIC)
RUBIN Chantal, Adjointe Sous Direction Réseaux et Usages numériques, Direction générale des entreprises
SALSBURG Daniel, Chief of Tech - Office of Technology Research and Investigation, Federal Trade Commission - FTC
SANGÜESA Ramon, Director, Data Transparency Lab
SENECAT Adrien, Journaliste, DECODEX – Le Monde
SERRIS Jacques, Ingénieur Général des Mines, Conseil général de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies - CGEJET
SOUQUE Maylis, Secrétaire générale, Point de contact national
SRAUSS Anaïs, Membre, Open Internet Project
STOYANOVICH Julia, Assistant Professor of Computer Science, Drexel University
SUNDARARAJAN Arun, Professor of Information, Operations and Management Sciences, NYU Stern Business School
TANGUY Loïc, Directeur de cabinet, Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes - DGCCRF
TELLADO Marta, President & CEO, Consumer Reports
TOUBIANA Vincent, Technologiste, LINC Laboratoire d'innovation Commission nationale de l'informatique et des libertés - CNIL
TUCKER Catherine, Professor of Management Science and Professor of Marketing at MIT Sloan, MIT
VAN ALSTYNE Marshall, Research associate, MIT Initiative on the Digital Economy,
VAZIAGA Camille, Déléguée générale, Renaissance Numérique
VIROS David, Chef du service du Président et Head of International and European affairs, Autorité de la Concurrence
WALK Hunter, Previously made products at YouTube, Google & SecondLife, Homebrew
WASSNER Hubert, Chief Data scientist, AB Tasty
ZUCKERMAN Ethan, Director of the Civic Media Group, MIT Media

Vous trouverez ci-dessous la liste chronologique des rendez-vous institutionnels, réunions extérieures et interventions des membres et du Secrétariat général.

Jour	Mois	Objet	Saisine/type	Participant(s)
04	01	Rendez-vous avec Henri Verdier, Directeur interministériel du numérique et du système d'information de l'Etat français		Mounir Mahjoubi
05	01	Rendez-vous avec Leïla Derouich, Directrice de Cabinet de Olivier Schrameck/CSA		Mounir Mahjoubi
		Première réunion du bureau (puis chaque semaine le jeudi soir)		Mounir Mahjoubi, Godefroy Beauvallet, Guy Mamou-Mani, Sophie Pène et Amal Taleb, Yann Bonnet
06	01	Première réunion plénière des membres (puis chaque mois le vendredi matin)		Membres et SG
		CSA : réunion de travail sur "les plateformes numériques et l'accès aux contenus audiovisuels"		Mounir Mahjoubi, Célia Zolynski, Emmanuelle Roux, Sophie, Ghislaine Hierso, Antoine Petit et Emmanuelle Turlotte-Saudeau, Yann Bonnet
		Intervention DIRECCTE IDF		Anne-Charlotte Cornut et Judith Herzog
09	01	Rdv avec Jean-Christophe Elineau, directeur Pôle AQUINETIC		Mounir Mahjoubi
10	01	Invitation à la session plénière du CESE - Projet d'avis sur Réseaux sociaux numériques : comment renforcer l'engagement citoyen?		Mounir Mahjoubi
		Intervention au colloque de l'ARCEP : Relever le défi de la numérisation des TPE-PME		Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Romain Delassus
		CESE - Projet d'avis sur Réseaux sociaux numériques : comment renforcer l'engagement citoyen?	Intervention	Mounir Mahjoubi
		CSA	Plateformes	Romain Delassus, Judith Herzog et Lofred Madzou
		Réunion avec la FING	Groupe de travail sur les présidentielles	Véronique Torner, Jan, Krewer, Ruben narzul, Anne-Charlotte, Cornut
11	01	Arcep	Plateformes	Romain Delassus, Judith Herzog, Lofred Madzou
		Réunion de travail	Groupe de travail sur la culture	Emmanuelle Roux, Daniel Kaplan, Jan Krewer, Camille Hartmann, François Levin, Judith herzog
12	01	Réunion avec l'Autorité de la concurrence	Plateformes	Romain Delassus, Judith Herzog, Lofred Madzou
		Réflexion sur la « souveraineté numérique » avec François CHOLLEY Ingénieur général des Mines		Yann Bonnet et Jan Krewer
		Rendez-vous avec Samuel Delcourt (Telecom) sur la transformation numérique de l'État.		Mounir Mahjoubi
		Réunion sur les données éducatives		Célia Zolynski, Sophie Pène, Emmanuelle Roux et Ghislaine Hierso
		Réflexion sur la « souveraineté numérique » au CGE	Intervention	Jan Krewer
13	01	Rendez-vous avec Eric Scherer sur France IA	IA	Rand Hindi, Yann Bonnet, Charly Berthet et François Levin
		Session consacrée aux Télécommunications du futur" au Lab Huawei	Intervention	Romain Delassus et Lofred Madzou
16	01	Intervention auprès des étudiants de Sciences-po lors de l'inauguration de l'incubateur des politiques publiques	Intervention	Mounir Mahjoubi
17	01	Table-ronde de Pôle Emploi sur l'impact du numérique sur les nouvelles formes d'emploi et les conditions de sécurisation	Intervention	Mounir Mahjoubi
18	01	Audition cgiete : Commissariat à la souveraineté numérique	Audition	Yann Bonnet et Jan Krewer
		Rdv avec Françoise Benhamou, membre de l'ARCEP		Mounir Mahjoubi
		OPECST - Audition publique sur "L'intelligence artificielle"	Audition	Rand Hindi

19	01	Audition devant la Commission des lois de l'Assemblée nationale relative à l'incidence du règlement général sur la protection des données (RGPD) sur la législation française	Audition	Célia Zolynski et Romain Delassus
		Rue 89, intervention sur le sujet "Comment les algorithmes anticipent nos vies"	Intervention	Yann Bonnet
		Entretien avec la DG Cnect	Plateformes	Judith Herzog et Lofred Madzou
20	01	Kickoff IA - initiative Axelle Lemaire	IA	Yann Bonnet, Charly Berthet et François Levin
		Entretien avec délégation de l'ambassade des US sur le marché unique numérique, le traitement des données privées et la mise en vigueur de la loi sur la République Numérique		Yann Bonnet, Jan Krewer et Charly Berthet
		Entretien avec Cézanne	PME	Romain Delassus et Jan Krewer
23	01	Entretien avec la DG Cnect	Free flow of data	Yann Bonnet et Jan Krewer
25	01	Entretien avec la DG Cnect	Free flow of data, Plateformes	Célia Zolynski, Romain Delassus, Jan Krewer, Charly Berthet, Judith Herzog, Yann Bonnet
		Entretien avec Greenpeace	Groupe de travail sur l'écologie	Jan Krewer, Anne-Charlotte Cornut, Ruben Narzul
26	01	Rendez-vous avec l'ANSSI		Yann Bonnet
27	01	French tech	Plateformes	Judith Herzog
30	01	Rendez-vous sur la stratégie internationale de la France pour le numérique avec David Martinon, ambassadeur du numérique		Yann Bonnet
01	02	Audition à l'Assemblée nationale sur plateformes et free flow of data devant M. Coppins de la représentation européenne en France et la députée Mme Karamanli	Audition	Yann Bonnet
02	02	Entretien sur le fichier TES et sur les algorithmes avec Kadi Metsandi Première secrétaire Affaires en Estonie		Yann Bonnet
		Réunion de travail des membres	Free flow of data	Célia Zolynski, Yann Bonnet, Romain Delassus, Jan Krewer, François Levin, Charly Berthet
		Réunion avec la FTC	Plateformes	Judith Herzog et Lofred Madzou
		Entretien avec la Commission européenne	Plateformes	Judith Herzog, et Lofred Madzou
08	02	Audition publique sur «Comment faire de l'UE un leader dans la Plateforme économie?» au Parlement européen	Audition	Yann Bonnet et Romain Delassus
12	02	Réunion avec la DGCCRF	Plateformes	Judith Herzog, Lofred Madzou, Camille Hartmann
15	02	Atelier Cap Digital sur la loyauté des plateformes	Plateformes	Marc Tessier, Emmanuelle Roux et Ghislaine Hierso et Camille Hartmann
		Entretien avec Guillaume Princen et Christopher Aboud pour présenter l'entreprise STRIPE		Yann Bonnet
		Réunion avec le Ministère des Affaires Étrangères	Free flow of data	Jan Krewer et Charly Berthet
17	02	Réunion avec la DGE	PME	Jan Krewer et Anne-Charlotte Cornut
20	02	Réunion Comité scientifique de TransAlgo	Plateformes	Yann Bonnet et Romain Delassus
22	02	Invitation au 20 ans de l'Arcep pour une conférence internationale : « RegTech is the new GovTech - La régulation réinventée », organisée conjointement avec le groupe des régulateurs indépendants (GRI), en présence de Jean Tirole, prix Nobel d'économie, et de Cédric Villani, médaille Fields	Intervention	Yann Bonnet
23	02	Première Réunion du Cercle IA	IA	Rand Hindi, Yann Bonnet, Anne-Charlotte Cornut, Charly Berthet, François Levin
27	02	Réunion avec les membres pour un point d'étape sur la saisine FranceIA	IA	
01	03	Première réunion du Board of curators Lab Laboo,		Yann Bonnet
02	03	Séminaire interne des membres du CNum à The Tank		

03	03	Entretien avec Godefroy Beauvallet, directeur du cabinet du Secrétariat d'Etat chargé de l'Industrie		Guy Mamou Mani, Sophie Pène, Amal Taleb et Yann Bonnet
06	03	Entretien avec Christophe Sirugue, Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie	PME	Guy Mamou Mani, Amal Taleb et Yann Bonnet
08	03	Réunion avec le Médiateur des entreprises	Plateformes	Judith Herzog, David Krieff (IGF)
		Réunion de travail	Free flow of data	Célia Zolynski, Jan Krewer
		Réunion de travail sur les données éducatives		Célia Zolynski, Emmanuelle Roux, Camille Hartmann, Marylou Le Roy et Ruben Narzul
09	03	Entretien avec Noumouké CONDE Directeur National des Technologies de l'Information Et de l'Economie Numérique de Guinée		Yann Bonnet
13	03	Rendez-vous avec Nicolas BRIEN (France Digitale)		Yann Bonnet
14	03	Entretien avec Guy de Felcourt des Études et éditions - Admissions Technologies data		Yann Bonnet
		Entretien avec la Conseillère pour les droits des enfants, Marie Derain		Yann Bonnet et Marylou Le Roy
		Entretien avec Martin Duval, Président & COO Bluenove Group		Yann Bonnet
		Point de contact National - ocde	Plateformes	Judith Herzog, Lofred Madzou, David Krieff (IGF)
15	03	Intervention 10e édition des Assises du journalisme pour une table ronde, "quel libre arbitre face aux algorithmes"	Intervention	Yann Bonnet
		Réunion avec la DGE	PME	Jan Krewer, Anne-Charlotte Cornut, Marylou Le Roy
16	03	Entretien Pierre-Olivier Cazenave (Social Media Club)		Yann Bonnet
20	03	Atelier de travail avec le Ministère des droits des femmes sur des solutions innovantes pour prévenir l'accès des enfants à la pornographie sur Internet		Marylou Le Roy
21	03	Remise de #FrancelA, la stratégie française en intelligence artificielle au Gouvernement à la Cité des Sciences		
		Débat Gilles Babinet, Digital Champion de la France auprès de la Commission Européenne		Yann Bonnet
22	03	Audition "La santé du futur" Ordre des médecins	Audition	Rand Hindi
		Rendez-vous avec Philippe Arraou, Ordre des Experts Comptables	PME	Guy Mamou-Mani, Marylou Le Roy
23	03	Intervention à l'IHEDN sur la transformation numérique	Intervention	Yann Bonnet
		Réception à l'Elysée sur la Simplification et France Expérimentation		Yann Bonnet
24	03	Réunion sur free flow of data	Free flow of data	Célia Zolynski, Sophie Pène, Ghislaine Hierso, Jan Krewer, Anne-Charlotte Cornut et François Levin
		Réunion de travail sur les données éducatives		Célia Zolynski, Camille Hartmann, Marylou Le Roy, François Levin et Ruben Narzul
27	03	Pôle Emploi	Inclusion	Jan Krewer, Judith Herzog
28	03	Projet "ROI Numérique" à la CGET		Yann Bonnet
		Entretien avec Hubert Testard (mission d'audit du contrôle général économique et financier) sur l'audit sur les négociations internationales relatives au numérique		Yann Bonnet
29	03	"Temps d'échange" avec Directeur Général adjoint du Trésor		Yann Bonnet et Romain Delassus
05	04	DGE	Free flow of data	Romain Delassus et Jan Krewer
06	04	Conférence Unesco "Construire la paix et la sécurité internationales de la société numérique"		Yann Bonnet
		Linc - Cnil	Plateformes	Lofred Madzou, Judith Herzog, Marylou Le Roy, Ruben Narzul
11	04	Atelier OGPToolbox		Yann Bonnet
	04	Entretien avec Eric Salobir, président du think tank OPTIC		Yann Bonnet et Anne-Charlotte Cornut

18		Entretien Mathieu Flaig, Expert Digital et blogueur marketing et High-tech		Yann Bonnet
19	04	Rencontre d'experts européens pour débattre a/s innovation et numérique	Plateformes	Judith Herzog
20	04	Entretien avec Bruno Seguin, en charge des questions numériques auprès du Conseil général de Bourgogne		Yann Bonnet et Jan Krewer
		Entretien avec Français Guern Innovation Strategist & International Program Manager		Yann Bonnet
		Entretien avec Claire Spagnol sur les enjeux numériques dans les négociations commerciales		Yann Bonnet, Romain Delassus, Jan Krewer et François Levin
		Rencontre avec Alix Desforges et Frédéric Douzet (chaire Castex de cyberstratégie)	Free flow of data	Yann Bonnet, Jan Krewer et Charly Berthet
21	04	Entretien avec Ingrid KORCZ au sujet de SxSW		Yann Bonnet
25	04	Réunion du groupe de travail	Free flow of data	Célia Zolynski, Rand Hindi, Jan Krewer, Anne-Charlotte Cornut, Marylou Le Roy
		AFD - Conférence sur emploi des jeunes Table ronde emploi et numérique	Intervention	Emmanuelle Roux
26	04	Réunion avec Monsieur Louis Schweitzer, Commissaire général à l'investissement, sur le thème « FrancelA : Point d'étape et préfiguration du dispositif cible »	IA	Yann Bonnet
02	05	Entretien avec Jacques-François Marchandise (FING)		Yann Bonnet
05	05	Plénière ouverte des membres et 1ère rencontre des alumni du CNum à Co-design-it (Paris)		
		Entretien avec Gregory Renard sur Intelligence Artificielle et Education		Sophie Pène, Yann Bonnet et Charly Berthet
15	05	Entretien avec MMes Elena Voicu et Tam Tran et M. Duflos (Affaires économiques et commerciales Gouvernement du Québec)		Yann Bonnet
		Entretien avec Valérie Viard (Directrice de la Recherche - Autorité des normes comptables) sur comptabilité et numérique		Yann Bonnet
16	05	Entretien avec Philippe Rodriguez (Founder and Managing Partner Avolta Partners)		Yann Bonnet
18	05	Intervention - Center for european regulation - CERRE	Plateformes	Judith Herzog
		European Data Protection Supervisor workshop on Data Driven Life		Yann Bonnet
30	05	Rendez-vous avec Amélie Banzet et Henri Verdier (Dinsic) sur modernisation.gouv.fr		Yann Bonnet, Romain Delassus et Charly Berthet
01	06	Groupe de travail sur la transition numérique dans le secteur public (Établissements sous contrôle du CGEFI)		Yann Bonnet
02	06	Présentation du manifeste à Mounir Mahjoubi avec les anciens membres du CNum		
06	06	DigiWorld Future Paris 2017	Intervention	Yann Bonnet
		Cloud Independance Day table ronde 'Le RGPD, l'outil de la souveraineté numérique européenne ?'	Intervention	Amal Taleb
		Entretien Mathieu Weill DGE /mode d'organisation entre DGE et CNum		Yann Bonnet
08	06	Entretien avec Henry-Michel Rozenblum Délégué Général EuroCloud France		Yann Bonnet
09	06	Entretien avec Romain Eyherabide Executive Search & Leadership		Yann Bonnet
		Rencontre avec Emmanuel Miquel et Cédric O		Guy Mamou-Mani et Yann Bonnet
13	06	Entretien avec Cédric Nozet pour la suite France IA Actions DGE	IA	Yann Bonnet
		Entretien avec Présidente de la Confédération des PME de Nouvelle-Calédonie	PME	Guy Mamou-Mani et Yann Bonnet
		Afterwork plateformes	Plateformes	
19	06	Réunion de préparation avec Jean Jacques Sahel (ICANN 59)		Yann Bonnet et Marylou Le Roy
		Rendez-vous avec Laurentino Lavezzi (ORANGE)		Yann Bonnet

20	06	Réunion du groupe de travail	Chiffrement et libertés	Guy Mamou-Mani, Rand Hindi, Emmanuelle Roux, Françoise Mercadal-Delasalles, Sophie Pène, Yann Bonnet, Charly Berthet, Jan Krewer, Anne-Charlotte Cornut, François Levin, Marylou Le Roy
21	06	Réunion sur la thématique « Afrique et Numérique » au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères		Amal Taleb, Anne-Charlotte Cornut et François Levin
		Réunion sur la stratégie européenne	Europe	Marie Ekeland, Yann Bonnet, Judith Herzog, Jan Krewer, Ruben Narzul
22	06	Entretien avec Sophie Morin (secrétaire général DGE)		Yann Bonnet
		Présentation du CNum la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation du Québec		Yann Bonnet
23	06	Rencontre avec Vincent Gautrais, professeur de droit à l'Université de Montréal et directeur de la chaire Cyberspace		Célia Zolynski, Yann Bonnet et Marylou Le Roy
		Eve Zuckerman, Matignon	Plateformes	Yann Bonnet, Judith Herzog
26	06	Première réunion du groupe de travail « Prévenir l'exposition des mineur.e.s à la pornographie » - Direction générale de la cohésion sociale,		Marylou Le Roy
		Entretien avec Julien Nocetti (Ifri) sur les enjeux géopolitiques de la localisation des données et de la transformation du travail		Yann Bonnet et Chalry Berthet
29	06	Intervention - Workshop DG Cnect - données d'intérêt public		Judith Herzog, François Levin
30	06	Afterwork de travail avec des CivicTech	PJL Confiance dans l'action publique	Sophie Pène, François Levin, Camille Hartmann, Ruben Narzul, Boris Jamet-Fournier
		Réunion du groupe de travail	PJL Confiance dans l'action publique	Benoît Thieulin, Sophie Pène, Camille Hartmann, Ruben Narzul
04	07	DG Cnect	Plateformes	Yann Bonnet, Judith Herzog, Jan Krewer, Lofred Madzou
		Audition au Sénat	PJL Confiance dans l'action publique	Sophie Pène, Ruben Narzul
		Entretien avec Claudy Lebreton	PJL Confiance dans l'action publique	Sophie Pène, Yann Bonnet
05	07	Entretien avec Pascal Faure, DGE		Guy Mamou-Mani, Amal Taleb, Sophie Pène, Yann Bonnet
		Afterwork de travail avec des CivicTech	PJL Confiance dans l'action publique	Sophie Pène, François Levin, Camille Hartmann, Ruben Narzul, Boris Jamet-Fournier
06	07	Entretien avec Hélène Brisset (Directrice du cabinet du Secrétaire d'Etat chargé du numérique) Entretien téléphonique M.Lerner (Directeur cabinet adjoint ministère de l'Intérieur)		Yann Bonnet
10	07	Audition par la Commission des lois de l'Assemblée nationale	PJL Confiance dans l'action publique	Sophie Pène
		Afterwork de travail avec des journalistes et des députés	PJL Confiance dans l'action publique	Sophie Pène, Ghislaine Hierso, Célia Zolynski, Anne-Charlotte Cornut, François Levin, Camille Hartmann, Marylou Le Roy, Ruben Narzul, Boris Jamet-Fournier
11	07	BMWI	Plateformes	Yann Bonnet, Judith Herzog, Jan Krewer
12	07	Rendez-vous des Vice-Présidents avec Mounir Mahjoubi		
18	07	Réunion avec le MAE	Plateformes	Jan Krewer et Judith Herzog
19	07	Réunion avec la DGCCRF	Plateformes	Judith Herzog, Lofred Madzou
		Réunion de travail sur le Privacy Shield	Privacy Shield	Guy Mamou-Mani, Célia Zolynski, Yann Bonnet, Jan Krewer, Charly Berthet, Lofred Madzou, Marylou Le Roy
20	07	Entretien téléphonique avec Delphine Gomes De Sousa (French Tech)		Yann Bonnet

		Rencontre avec l'ambassadeur d'Estonie		Yann Bonnet, Camille Hartmann et Marylou Le Roy
25	07	Privacy Shield : rencontre avec la délégation américaine et la Commission européenne	Privacy Shield	Ghislaine Hierso, Célia Zolynski, Yann Bonnet, Charly Berthet, Marylou Le Roy, Lofred Madzou et Ruben Narzul
26	07	Entretien avec Clément Beaune et Cédric O (Elysée)	Europe, plateformes	Marie Ekeland, Marc Tessier, Yann Bonnet, Jan Krewer
27	07	Rencontre avec des représentants de l'équipe permanente de l'UNESCO	Plateformes	Yann Bonnet, Lofred Madzou, Judith Herzog, Charly Berthet, Elisa Giardino
		Entretien avec Benoît Blairy Chef du bureau des organisations internationales et de l'économie du numérique		Yann Bonnet
		Entretien téléphonique D. Dardailler a/s présence française dans le w3c		Yann Bonnet et Marylou Le Roy
10	08	Matignon	Plateformes	Jan Krewer, Lofred Madzou
21	08	Entretien avec le cabinet du Premier ministre : Création d'une agence européenne pour la confiance numérique	Plateformes	Marc Tessier, Yann Bonnet, Lofred Madzou, Judith Herzog,
01	09	Intervention - Journée d'étude des Direcctes, Intepf	Intervention	Judith Herzog, François Levin
02	09	TCRM Blida (tiers-lieu) - Futur O klatsch 2 : la rencontre nationale des tiers-lieux pour un événement sur "Consommer autrement" à Metz	Intervention	Ghislaine Hierso
05	09	SGAE		Yann Bonnet, Charly Berthet, Jan Krewer, Judith Herzog
		Intervention au 10e Forum Mondial Convergences, à la session « Tech for Zero Exclusion - La Tech, outil d'inclusion ? » au Palais Brongniart	Intervention	Yann Bonnet
09	09	Interview devant BFMBusiness sur le manifeste du CNum	Intervention	Guy Mamou-mani et Françoise Mercadal Delasalles
12	09	Réunion à l'Elysée	Europe, plateformes	Marie Ekeland, Benoît Thieulin, Marc Tessier, Yann Bonnet et Jan Krewer
13	09	Réunion de travail avec l'agence du numérique espagnole Red.es-Conseil National du Numérique	European Digital Squads	Marie Ekeland et Jan Krewer
19	09	Réunion avec le CERNA		Célia Zolynski, Jan Krewer et Lofred Madzou
		Conférence du "Salon de la Data" à la Cité des Congrès de Nantes sur les enjeux économiques et sociaux des données	Intervention	Yann Bonnet
20	09	Side event sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le système judiciaire aux Nations Unies de Genève	Intelligence artificielle	Yann Bonnet
25	09	Lancement des auditions publiques sur l'intelligence artificielle. Mission menée par Cédric Villani, député de l'Essonne	Intelligence artificielle	Yann Bonnet, Charly Berthet, François Levin et Anne-Charlotte Cornut
		Elysée	Plateformes et Education	Yann Bonnet, Charly Berthet
		Soirée de lancement - France Digitale Day à Matignon		Yann Bonnet
27	09	IDDR, FING, WWF	Ecologie et numérique	Jan Krewer
29	09	Lancement des European Digital Squads à Tallinn	Europe, plateformes	Marie Ekeland, Yann Bonnet, Jan Krewer, Ruben Narzul
		The Tallinn Digital Summit (Estonie) en présence d'Emmanuel Macron, Président de la République	Plateformes	Yann Bonnet
02	10	Atelier d'experts sur le « Amélioration de l'accès aux données: Concilier risques et avantages de la réutilisation des données » à Copenhague		Yann Bonnet, Jan Krewer
04	10	OFCOM (Suisse)		Célia Zolynski, Jan Krewer
10	10	Lancement de la consultation sur la confiance à l'ère des plateformes numériques	Plateformes	Marc Tessier, Rand Hindi, Yann Bonnet, Charly Berthet, Camille Hartmann, Judith Herzog, Lofred Madzou, François Levin
		Séminaire de réflexion Cyberdéfense à l'Ecole militaire		Yann Bonnet
13	10	DGTrésor		Yann Bonnet, Jan Krewer, Anne-Charlotte Cornut
16	10	Assemblée nationale - Marché unique du numérique		Yann Bonnet, Jan Krewer, Judith Herzog

18	10	DG Cnect	Plateformes	Yann Bonnet, Judith Herzog
19	10	Entretien avec le directeur de cabinet du Secrétariat d'Etat à la Transition Écologique	Ecologie et numérique	Benoît Thieulin, Yann Bonnet, François Levin
20	10	MESR	Plateformes	Charly Berthet, Camille Hartmann, Judith Herzog, Lofred Madzou, Marylou Le Roy, François Levin
24	10	Hadopi	Plateformes	Yann Bonnet, Judith Herzog
		IDDR, FING, WWF	Ecologie et numérique	Jan Krewer, François Levin
		CSPLA - mission Olivier Japiot	Plateformes	Marc Tessier, Judith Herzog
27	10	DGCCRF	Plateformes	Judith Herzog
30	10	AN - Groupe de travail « Démocratie numérique et nouvelles formes de participation citoyenne »		Jan Krewer
02	11	Coopcycle	Plateformes	François Levin, Camille Hartmann, Lofred Madzou
05	11	Digital IN-Pulse Hong-Kong/Shenzhen (Chine)	Smart City & Ecosystème Start-up	Yann Bonnet
14	11	2ème rencontre des European Digital Squads à Berlin	Europe, plateformes	Marie Ekeland, Jan Krewer, Judith Herzog, Lofred Madzou
15	11	Afterwork "Plateformes" à Berlin	Plateformes	Jan Krewer, Judith Herzog, Lofred Madzou
		Intervention au cycle de hautes études européennes de l'ENA	Intervention	Yann Bonnet
16	11	Allocution d'ouverture troisième édition du Forum numérique des collectivités locales	Intervention	Yann Bonnet
16	11	Séminaire de travail " Mission IA" avec Cédric Villani	IA	Yann Bonnet, Charly Berthet, François Levin, Anne-Charlotte Cornut
17	11	MAE - Caps	Plateformes	Camille Hartmann, Marylou Le Roy, Lofred Madzou, Judith Herzog
24	11	Rencontre avec Cyber Affairs Division (CGCiber), Brazilian Ministry of Science, Technology, Innovations and Communications (MCTIC)		Judith Herzog, Marylou Le Roy et Lofred Madzou
		Rencontre des équipes du Laboratoire d'Innovation Politique LaREM sur l'ambition Numérique à l'Assemblée nationale		Yann Bonnet, Camille Hartmann
28	11	Cabinet de Andrus Ansip	Free flow of data	Yann Bonnet, Jan Krewer
		OCDE	Plateformes	Jan Krewer, Yann Bonnet, Judith Herzog
		MESR	Plateformes	Benoît Thieulin, Judith Herzog, Marylou Le Roy
01	12	Entretien avec la Secrétaire d'Etat à la Transition Écologique, Brune POIRSON	Ecologie et numérique	Marie Ekeland, Benoît Thieulin, Yann Bonnet, Jan Krewer
05	12	Intervention - CERRE	Plateformes	Camille Hartmann, Judith Herzog
06	12	NESTA - UK	Inclusion, Formation	Judith Herzog et Camille Hartmann
07	12	Intervention au colloque sur le thème « quel modèle européen pour la révolution numérique ? » à l'Assemblée nationale		Marie Ekeland
11	12	Conférence de presse pour la présentation des membres du CNNum en présence de Mounir Mahjoubi		Marie Ekeland
13	12	Réunion de travail avec le Secrétaire d'Etat chargé du Numérique		Yann Bonnet
		Intervention Data Transparency Lab	Plateformes	Lofred Madzou, Judith Herzog
14	12	Intervention à la conférence de clôture du cycle des "Jeudi de la Gouvernance publique" à l'ENA	Intervention	Yann Bonnet
18	12	Intervention Internet Governance Forum	Plateformes	Lofred Madzou, Judith Herzog
19	12	Démission des membres du CNNum		Marie Ekeland, Perrine Hervé-Gruyer, Nguyen Tran, Dominique Dron, Clémentine Gallet, Laurence Fontaine, Hicham Kochman aka Axiom, Pascal Daloz, Jean-Philippe Delbonnel, Aymeril Hoang, Amandine Brugière, Claude Térosier, Rand Hindi, Frédéric Douzet, Jean-Marc Merriaux,

				Flore Vasseur, Pierre-Yves Geoffard, Rokhaya Diallo, Margault Phélip, Eric Carreel, Françoise Mercadal-Delasalles, Benoît Thieulin, Xavier Duportet, Célia Zolynski, Gaël Duval, François Taddei, Nadège Guiraud, Michele Sebag, Godefroy Beauvallet et Antoine Petit.
--	--	--	--	--



Conseil national du numérique
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise-Weiss
75703 Paris Cedex 13
Télédoc 322

www.cnumérique.fr
Contact :
Yann Bonnet
Secrétaire général
presse@cnumérique.fr
01 44 97 25 08



Couverture : Quintin Leeds